Table of Contents

UN SANCTUAIRE POUR AL–QAÏDA ET LES TALIBANS....1

ARBOUR CONDAMNE....2

UNE JUSTICE À RECONSTRUIRE....3

L'ARMÉE CANADIENNE PAYE LA POLICE AFGHANE....5

COINCÉS ENTRE CHARIA ET DROITS HUMAINS....6

Le logement plutôt que l'armement; L'Association des locataires organise une manifestation à Ottawa....8

L'initiative de l'armée canadienne fait jaser....9

Hamida comprend la douleur des familles....11

Coderre dénonce "la diplomatie du Jos Louis" de Bernier....13

Dion prêt à quelques compromis....15

Dieu soit loué !....16

Les policiers afghans payés directement....19

Coderre dénonce le geste de Maxime Bernier en Afghanistan; "La diplomatie du Jos Louis"....20

Le chef veut lire le texte du discours du Trône avant d'annoncer ses couleurs; Dion garde toutes ses options ouvertes....22

Le cirque afghan....24

Discours du Trône : Stéphane Dion garde ses options ouvertes....25

Plus de soldats pour former les Afghans; Les forces canadiennes commencent à manquer de troupes sur le terrain....27

Pour éviter la corruption, la police afghane est payée directement par l'armée canadienne....29

Culture à la une....30

L'aviation pakistanaise pilonne des islamistes au Waziristan; 250 personnes ont été tuées depuis samedi....32

Harper à double tranchant....34

Table of Contents

Dion se dit prêt à livrer bataille; Le chef du PLC reconnaît toutefois que les Canadiens ne veulent pas d'élections....36

Le déclin d'un empire ?....38

Peine capitale....40

El−Masri débouté....41

Combats entre l'armée et les islamistes au Pakistan....42

Pas d'élections S.V.P.....43

Une réponse parmi 10 000....44

Coderre dénonce ''la diplomatie du ,Jos Louis'' de Bernier....45

Les policiers afghans payés directement; Réactions mitigées à cette initiative de l'armée canadienne...47

Dion n'hésitera pas à renverser le gouvernement; Mais il est prêt à des compromis pour éviter des élections....49

Stéphane Dion garde ses options ouvertes pour le discours du Trône....51

Le Canada rappelle aux Afghans de ne pas exécuter les prisonniers....53

Près de 250 morts en quatre jours d'affrontements entre militants et soldats pakistanais, selon l'armée....55

Génocide arménien: mise en garde du président turc à George W. Bush....57

Cinq talibans présumés tués en Afghanistan....58

Général....59

UN SANCTUAIRE POUR AL−QAÏDA ET LES TALIBANS

SOURCETAG	0710100185
PUBLICATION:	Le Journal de Montréal
DATE:	2007.10.10
EDITION:	Final
SECTION:	Nouvelles
PAGE:	33
ILLUSTRATION:	1. PHOTO AFP Des soldats pakistanais transportent le corpsd'un des leurs tué au combat.
BYLINE:	AFP
DATELINE:	ISLAMABAD
WORD COUNT:	167

ISLAMABAD −− (AFP) Le relief tourmenté et la présence de tribus amies dans les zones tribales du Pakistan, où des combats ont fait près de 250 morts depuis dimanche, permettent aux talibans de l'Afghanistan voisin et leurs alliés d'Al−Qaïda de se terrer dans des repaires inexpugnables.

Quelque 200 combattants islamistes et près de 50 soldats pakistanais ont été tués en trois jours dans des bombardements et accrochages au sol, parmi les plus meurtriers dans cette région du nord−ouest du Pakistan depuis que des talibans afghans y ont installé des sanctuaires.

Dans ces zones tribales frontalières avec l'Afghanistan, les États−Unis affirment qu'Al−Qaïda et les talibans afghans, chassés du pouvoir fin 2001, ont reconstitué leurs forces, malgré la présence de 90 000 militaires pakistanais.

Nombre de talibans pakistanais et afghans, et des membres d'Al−Qaïda, des "étrangers" pour la plupart −− Arabes, Ouzbeks et Tchétchènes essentiellement −− se sont réfugiés dans les zones tribales, a reconnu le président pakistanais Pervez Musharraf. !@MOTSCLES=ZONES TRIBALES DU PAKISTAN

ARBOUR CONDAMNE

SOURCETAG 0710100184
PUBLICATION: Le Journal de Montréal
DATE: 2007.10.10
EDITION: Final
SECTION: Nouvelles
PAGE: 33
BYLINE: AFP
DATELINE: GENÈVE
WORD COUNT: 135

GENÈVE –– (AFP) La Haut commissaire de l'ONU aux droits de l'homme Louise Arbour a condamné hier l'exécution dimanche à Kaboul de 15 condamnés et a demandé le rétablissement d'un moratoire sur la peine capitale en Afghanistan.

Mme Arbour a indiqué dans un communiqué, publié à la veille de la Journée mondiale contre la peine de mort, être "profondèment troublée par ce soudain retour des exécutions après trois ans".

"Les circonstances des exécutions, telles qu'elles ont été rapportées, pourraient constituer une infraction de l'Afghanistan à ses obligations au regard du droit international ", selon Mme Arbour.

Selon des experts de la Commission indépendante afghane des droits de l'homme, les condamnés n'ont pas bénéficié de toutes les garanties procédurales.

Les autorités afghanes ont exécuté dimanche quinze hommes pour divers crimes, dont des enlèvements et meurtres d'étrangers,mais sont restées extrêmement discrètes sur ces premières exécutions.
!@MOTSCLES=AFGHANISTAN

UNE JUSTICE À RECONSTRUIRE

SOURCETAG	0710100157
PUBLICATION:	Le Journal de Montréal
DATE:	2007.10.10
EDITION:	Final
SECTION:	Nouvelles
PAGE:	17
ILLUSTRATION:	1. PHOTO LE JOURNAL Le juge Zada Molawi n'a pas la vie facileà Kandahar. 2. PHOTO LE JOURNAL Appareil photo en main, l'adjudant Norm Tardif inspecte les travaux de protection du tribunal de Kandahar
BYLINE:	FABRICE DE PIERREBOURG LE JOURNAL DE MONTRÉAL
WORD COUNT:	471

Le juge en chef de la haute cour de Kandahar vit reclus dans son tribunal, qui tombe en miettes

KANDAHAR (AFGHANISTAN) "Les talibans sont un problème ici. Un jour, quelqu'un m'a téléphoné pour me menacer de détruire mon tribunal et de tous nous tuer si je rendais une décision en défaveur d'un certain individu. "

Zada Molawi est juge en chef de la haute cour de justice de Kandahar. Assis en tailleur sur un des nombreux canapés moelleux de son vaste bureau, ce bonhomme charismatique explique, tout en se curant les ongles de pied, que la vie de juge à Kandahar n'est pas de tout repos.

À ses côtés, un interprète et la capitaine de corvette April Inglis, de l'équipe provinciale de reconstruction (voir autre texte), qui l'écoute et prend des notes.

Le juge la rencontre régulièrement dans cette pièce, qui fait aussi office de tribunal. " Son bureau, c'est la cour, dit en rigolant la militaire de l'EPR. C'est plus relax. "

Les kamikazes sont là

Le box des accusés? Il n'y en a pas. La poursuite, l'accusé et la défense sont simplement assis sur des chaises face au bureau du juge. Un meuble noir laqué sur lequel trône un pot de roses artificielles.

Même si les talibans ne sont plus au pouvoir, ils sont comme une ombre qui plane en permanence au–dessus de la ville.

Pour preuve, le convoi dans lequel se trouvait le représentant du Journal a failli rebrousser chemin au tout dernier moment. Cela en raison de la présence de kamikazes et de véhicules pouvant servir à des attentats–suicides dans le secteur.

Le juge Molawi serait un exmoudjahiddine ayant combattu les Soviétiques. "Mon groupe est entré le premier à Kaboul après le départ des Russes ", dit–il fièrement.

Toujours armé

Aujourd'hui, ce vétéran au visage marqué vit reclus dans son tribunal, qui tombe en miettes. Un " prisonnier politique " qui ne sort qu'à de rares occasions, qui est armé et trouve peu de volontaires pour le protéger.

" Je ne suis pas heureux de travailler à cause de cette insécurité, confie–t–il à ses visiteurs de l'EPR, mais je suis content de le faire pour les habitants. "

À l'extérieur, escorté par ses collègues et un policier de la GRC, armes à la main, l'adjudant Norm Tardif inspecte l'avancement des travaux de protection du tribunal. Il teste les soudures, prend des photos des endroits litigieux.

Le tribunal s'écroule

Pour le moment, des entreprises locales embauchées par l'EPR ont déroulé des barbelés audessus des murs d'enceinte. Un projet de moins de 5 000 $.

Mais, étrangement, ils n'ont pas touché aux grilles en fer forgé en façade, côté rue. " Nous voulions les remplacer par un mur, mais le juge en chef ne voulait pas d'un gros fort. Il veut montrer que c'est une place amicale. "

À un endroit, l'espace entre les barbelés et le haut du mur est suffisant pour laisser passer des assaillants éventuels. Ailleurs, ils ont oublié de ramasser les gravats. " C'est comme chez nous, il y a des bons et des mauvais entrepreneurs ", constate avec philosophie le militaire.

Le plus gros projet financé par les Canadiens concerne le tribunal lui–même. " Tous les murs sont en sable, explique l'adjudant. Dedans, il y a les conduites d'eau, mais elles fuient et tout est en train de s'écrouler. "

Quand ça va mal...

L'ARMÉE CANADIENNE PAYE LA POLICE AFGHANE

SOURCETAG	0710100156
PUBLICATION:	Le Journal de Montréal
DATE:	2007.10.10
EDITION:	Final
SECTION:	Nouvelles
PAGE:	16
ILLUSTRATION:	1. PHOTO LE JOURNAL La capitaine de corvette April Inglisécoute avec attention les commentaires de deux policières afghanes.
BYLINE:	AFP
COLUMN:	LE JOURNAL EN AFGHANISTAN
WORD COUNT:	188

(AFP) –– L'armée canadienne en Afghanistan a commencé à payer directement la police afghane afin de contourner la corruption et de renforcer la sécurité de ses propres soldats, rapportait hier le quotidien The Globe and Mail.

Cette initiative vise à assurer une certaine stabilité dans des zones dangereuses à l'ouest de Kandahar (sud) où la sécurité des Canadiens dépend de leurs alliés afghans, écrit le journal en soulignant que l'absence de salaire permettait difficilement de conserver sur place des officiers de police afghans dans les districts de Zhari et Panjwayi.

Depuis le mois dernier, les officiers de police dans ces deux districts reçoivent directement leur paye des mains de soldats canadiens et américains et non plus du ministère de l'intérieur à Kaboul, dans le cadre de programmes d'encadrement et de formation de la police afghane.

"L'argent n'arrivait pas à ces gens là. Quelqu'un prenait 10% par ci et 10% par là et en fin de course il ne restait plus rien. Estce que vous resteriez dans un endroit pareil sans être payé?", a déclaré le général Guy Laroche, commandant du contingent canadien en Afghanistan. !@MOTSCLES=POUR CONTOURNER LA CORRUPTION LE

COINCÉS ENTRE CHARIA ET DROITS HUMAINS

SOURCETAG 0710100155
PUBLICATION: Le Journal de Montréal
DATE: 2007.10.10
EDITION: Final
SECTION: Nouvelles
PAGE: 16
BYLINE: FABRICE DE PIERREBOURG
DATELINE: CAMP NATHAN SMITH
COLUMN: LE JOURNAL EN AFGHANISTAN
WORD COUNT: 300

CAMP NATHAN SMITH –– " Il y a deux systèmes de justice ici : le formel et l'informel ", résume la capitaine de corvette April Inglis à son retour de tournée à Kandahar.

Même si les lapidations et décapitations publiques semblent être du passé, cette avocate de formation, membre de l'équipe provinciale de reconstruction, a pour mandat d'améliorer le système juridique afghan avec des fonds de l'ACDI et du ministère des Affaires étrangères.

OEil pour oeil...

Rien de simple lorsque l'on sait qu'à Kandahar, les juges jonglent avec le code criminel afghan, la constitution nationale qui prévoit que l'islam est la plus haute autorité. Et le pachtounwali, le code d'honneur des Pachtounes, où l'oeil pour oeil, dent pour dent a plus que sa place.

Régulièrement, sous forte escorte du Royal 22e Régiment, la capitaine de corvette rend visite aux policiers, aux policières et aux juges de Kandahar, qui sont tous des hommes.

" Un travail délicat, dit April Inglis. On doit trouver une façon de suggérer, et non pas imposer. Il ne s'agit pas de changer leur culture, mais de les emmener tranquillement vers le respect des droits humains. "

Pas de malaise

Celle qui rêve de construire un refuge pour femmes violentées, qui apprécie de voir des femmes marcher sans burka, affirme ne pas se sentir mal à l'aise devant un système qui intègre la charia.

" C'est le droit du Coran. Dans sa version originelle, c'est très paisible. "

Il y a quelques semaines, l'ONG Senlis Group avait sérieusement écorché le Canada, et l'ACDI en particulier, dénonçant l'inefficacité de leur action à Kandahar.

Des femmes policières

" Nous n'avons pas fait le Canada en cinq ans mais en deux cents ans, réplique April Inglis. Ici, je vois de plus en plus de femmes dans la police, dans la justice, qui vont à l'école. "

Et lorsque le Journal lui fait remarquer que les réparations effectuées au tribunal s'apparentent à du rafistolage et qu'il vaudrait mieux rebâtir à neuf avec les millions injectés par le Canada ici, elle répond:

" La priorité, ce n'est pas le contenant, mais d'améliorer ce que l'on met dedans. " !@MOTSCLES=LE JOURNAL EN AFGHANISTAN

Le logement plutôt que l'armement; L'Association des locataires organise une manifestation à Ottawa

PUBLICATION: La Tribune (Sherbrooke, Qc)
DATE: 2007.10.10
SECTION: Économie
PAGE: 29
BYLINE: Fisette, Gilles
WORD COUNT: 274

"Tout pour l'armement, rien pour le logement", déplore l'Association des locataires de Sherbrooke qui aimerait bien que le gouvernement de Stephen Harper déleste un peu le budget militaire au profit du logement social.

"Puisque le budget du gouvernement Harper est principalement alloué pour les activités de l'armée (depuis 2001, quelque 5 milliards $ ont été consacrés à la guerre en Afghanistan), il ne reste que des miettes pour le logement", a expliqué le porte−parole de l'association, Normand Couture.

Au Canada, a−t−il rappelé, 1,5 million de ménages se retrouvent avec des besoins impérieux de logement dont 351 800 ménages québécois. A Sherbrooke, on dénombre 11 705 ménages locataires vivant la même situation "où le choix qui revient tous les mois entre payer le loyer et se nourrir est inacceptable".

Il a dénoncé le fait que "le gouvernement conservateur ne désire pas investir un sou supplémentaire pour de nouveaux logements sociaux. C'est ainsi que l'association se questionne sur les priorités de celui qui est à la tête de notre pays".

Aussi, l'Association des locataires de Sherbrooke revendique−t−elle auprès du gouvernement fédéral l'investissement de 2 milliards $ supplémentaires par année pour le logement social. Elle demande également la garantie de la protection des logements sociaux existants ainsi que l'assurance d'une aide suffisante aux ménages locataires.

Pour appuyer ces revendications, l'association, de concert avec le FRAPRU, organise une manifestation à Ottawa, demain, à 13 h. La population y est invitée. Un départ de Sherbrooke se fera à partir des locaux de l'association, au 80, rue Alexandre, à Sherbrooke, à 8 h. Le retour à la maison est prévu pour 19 h 30.

On peut réserver sa place auprès de l'association, au 819 823−9135.

L'initiative de l'armée canadienne fait jaser

PUBLICATION: Le Quotidien
DATE: 2007.10.10
SECTION: Actualités
PAGE: 33
SOURCE: LA PRESSE
BYLINE: Duchesne, André
WORD COUNT: 528

La décision de l'armée canadienne de verser directement aux policiers afghans leurs salaires suscite toutes sortes de réactions au pays. Si certains applaudissent la mesure, nécessaire dans un contexte de corruption, d'autres y voient un dangereux précédent.

Et on trouve d'anciens militaires parmi ceux qui soulèvent d'importantes réserves!

"Je trouve que cela fait colonial, dit le colonel à la retraite Michel Drapeau. Nous savons tous qu'il y a un problème de corruption en Afghanistan. Mais ce n'est pas le rôle de l'armée de faire cela. C'est comme une marque de non–confiance envers le gouvernement en place."

Le lieutenant–colonel à la retraite Rémi Landry exprime aussi des réserves. "Le Canada est présent dans un pays souverain. Il n'est pas normal que l'armée canadienne paie la force policière de ce pays, dit–il. La mesure va sans doute réduire le problème de taxage et aider à la rétention des policiers. Mais cela doit rester une solution temporaire."

Hier matin, le quotidien The Globe and Mail publiait une manchette affirmant que l'armée canadienne avait entrepris de verser directement aux policiers afghans leur salaire afin de combattre les problèmes de corruption.

Le problème vient du fait que le salaire, versé par l'État afghan, est taxé par des fonctionnaires corrompus avant de se rendre dans les poches des salariés. Plusieurs n'ont rien à manger et, à leur tour, taxent ou réclament des pots–de–vin aux civils pour survivre. L'argent ne vient pas du budget de l'armée, mais d'un fonds au profit du gouvernement afghan auquel plusieurs pays contribuent.

Dans son article, le Globe citait le commandant du contingent canadien à Kandahar, le brigadier–général Guy Laroche, qui se disait très satisfait de la mesure. "Nous allons ainsi nous assurer que nos gens mangent", disait–il. Plus loin, le général s'offusquait des pratiques d'extorsion. "Quelqu'un prend 10 % ici, un autre prend 10% là. Au bout du compte, le pauvre homme (le policier afghan) se retrouve avec rien."

L'opération reçoit aussi des appuis. Ainsi, le président du comité sénatorial du Parlement canadien sur la Défense, Colin Kenny, estime que c'est une bonne idée. "Il faut prendre les moyens nécessaires pour acheminer l'aide étrangère, dit–il. Ce n'est pas le travail de l'armée de faire cela, mais il n'y a pas d'autre solution."

"Il faut des solutions qui cadrent avec ces problèmes sérieux, explique le colonel à la retraite Alain Pellerin. La mission en Afghanistan est unique. Les militaires font de la reconstruction. Ça aussi, ce n'est pas dans leur mandat."

"Nous, on croit que cela cadre dans la stratégie d'un retrait de l'Afghanistan en février 2009, dit pour sa part le critique du Bloc québécois en matière de Défense, le député Claude Bachand. Si on veut que la société

afghane fonctionne, il faut que les salaires soient versés. La police, c'est le premier pilier d'une société civile."

A l'opposé, les universitaires Marc−André Boivin et Stéphane Paquin voient un dilemme poindre à l'horizon. Tous deux se demandent comment vont réagir les policiers, payés par l'armée, dans un imbroglio opposant militaires canadiens et civils afghans.

"Si le Canada s'en va un jour, qui va payer les policiers afghans?" demande M. Boivin, de l'Université de Montréal. "Ça pose un problème éthique", avance M. Paquin, de l'Université de Sherbrooke.

Hamida comprend la douleur des familles

PUBLICATION:	Le Quotidien
DATE:	2007.10.10
SECTION:	Actualités
PAGE:	12
BYLINE:	Tremblay, Louis
PHOTO:	(Photo Louis Tremblay)
DATELINE:	KABOUL
ILLUSTRATION:	CONSCIENTE – L'Afghane Hamida Haman est consciente dusacrifice des familles canadiennes pour redonner un peu d'espoir à son pays.
WORD COUNT:	586

Hamida Haman a un malaise quand on lui dit que les Canadiens sont de moins en moins convaincus qu'il faut verser le sang de leur fils pour sortir son pays d'une série de guerres qui se succèdent sans interruption depuis 30 ans et qui ont pratiquement fait disparaître le mot bonheur du langage populaire.

Cette femme afghane comprend très bien la douleur des familles canadiennes dont le fils, le père, le frère ou même la soeur, ont été rapatriés dans une boîte de fer blanc. Il n'existe effectivement pas beaucoup de famille afghane qui n'ait pas perdu quelqu'un dans l'un de ces conflits.

"L'autre jour, je me rendais dans un endroit et il y avait un vieux afghan avec moi. Il m'a regardé et m'a dit avec beaucoup d'émotion qu'il était gêné. Il vivait difficilement cette situation ou il fallait que des gens de l'extérieur viennent ici parce que nous, les Afghans, nous ne sommes pas capables de nous entendre", plaide la jeune femme, dont le parcours est particulièrement intéressant.

Hamida Haman vivait en Suisse quand les Américains ont lancé l'opération "Enduring and Freedom". Quand les combats ont cessé et qu'il était évident que les talibans allaient quitter le pays, elle a choisi de revenir vivre à Kaboul. Elle veut que son pays sorte de la noirceur et souhaite que le Canada reste en Afghanistan, même si elle comprend très bien le questionnement au pays.

Hamida Haman dirige une petite entreprise de communication. Elle produit des documentaires et des petites séries. C'est beaucoup pour une Afghane. Elle est particulièrement préoccupée par la situation de la femme afghane et cette forme de désespoir qui amène certaines d'entre elles à s'immoler pour se libérer des familles oppressantes, de l'abus des hommes et ce cette violence quotidienne dont elles sont victimes.

"Il y a une histoire avec une jeune journaliste afghane. Alors que cette fille refusait un mariage arrangé par sa famille et personne ne l'écoutait. Elle a choisi de s'immoler pour refuser le mariage forcé", a raconté avec beaucoup de compassion et de tristesse Mme Aman.

Dans plusieurs cas, ces femmes s'infligent de très graves blessures sur tout le corps. Pour des raisons que la productrice a de la difficulté à expliquer, elles ont souvent le visage épargné. C'est le sort réservé à ces femmes qui a soulevé l'indignation.

"Elle avait été laissée dans une chambre ordinaire infestée par les mouches. Dans des draps complètement souillées et sans soin. C'était épouvantable."

Le film de Hamida Haman va raconter la construction d'un hôpital dans l'est de l'Afghanistan avec le financement international. Un département de cet hôpital a été spécifiquement aménagé pour le traitement des

grandes brûlées du désespoir.

Cette façon de dire non à une pratique radicale de l'islam n'a jamais été présente dans la culture religieuse afghane, reprend Hamida Haman. Tout comme le terrorisme, l'immolation des femmes est une pratique surtout présente en Iran. Elle a été importée dans l'est de l'Afghanistan par des femmes qui ont vécu de chaque côté de la frontière.

La plus grande période d'émancipation des femmes afghanes a eu lieu pendant l'ère soviétique. Pour les communistes, les femmes et les hommes étaient sur le même pied et avaient accès à l'éducation, au marché du travail sans parler d'une très grande diminution du port du voile ou de la burka.

Avec le départ de Soviétiques, le pouvoir traditionnel des hommes dans la religion musulmane a vite repris le dessus. Les talibans ont fait le reste en restreignant les femmes au statut de simples servantes sans aucun droit.

Coderre dénonce "la diplomatie du Jos Louis" de Bernier

PUBLICATION: Le Nouvelliste (Trois−Rivières)
DATE: 2007.10.10
SECTION: Actualités
PAGE: 35
SOURCE: La Presse
BYLINE: Toupin, Gilles
DATELINE: Ottawa
WORD COUNT: 443

De Kandahar où il poursuit sa mission, le critique libéral en matière de Défense, Denis Coderre, affirme en avoir assez de "la diplomatie du Jos Louis" du ministre des Affaires étrangères, Maxime Bernier.

Au cours d'une entrevue téléphonique avec La Presse, le bouillant député de Bourassa estime que le ministre Bernier, qui a fait un passage éclair en fin de semaine à la base canadienne en Afghanistan, ne comprend rien à la réalité sur le terrain lorsqu'il déclare que la sécurité s'est accrue dans la région où opèrent les troupes canadiennes.

"Le ministre n'a pas lu le rapport des Nations unies, commente M. Coderre. Il a un problème. Je pense que M. Bernier aurait dû lire ses documents au lieu de distribuer des Jos Louis aux troupes."

M. Coderre, qui s'est rendu par ses propres moyens en Afghanistan, affirme que la distribution de Jos Louis par le ministre n'est pas très édifiante. "On remercie nos soldats pour leur travail et leurs sacrifices en leur donnant des gâteaux, s'indigne−t−il. C'est du joli!"

Quant à la question de la sécurité, il reconnaît qu'il y a eu sur le terrain certains changements opérationnels, notamment l'apport d'équipements nouveaux pour détecter les mines improvisées, mais cela n'est pas suffisant, dit−il, pour affirmer que la sécurité s'est accrue à Kandahar.

"Il y a, au contraire, plus de tensions, affirme M. Coderre. Nos troupes se sont adaptées. Elles ont fait un travail admirable. C'est d'ailleurs le message que je veux envoyer, un message de solidarité et d'appui: les troupes font un travail exceptionnel."

"Si la sécurité s'était accrue tant que cela, ajoute Denis Coderre, pourquoi le ministre Bernier n'a pas arrêté de parler de ma propre sécurité en me traitant même d'irresponsable pour avoir entrepris cette mission?"

"Je suis responsable, poursuit Denis Coderre. Je suis responsable de ma venue ici parce que s'il avait fallu que je me fie sur eux, je ne serais pas très avancé. Au lieu de contribuer à faire avancer la démocratie en me venant en aide, ils m'ont traité de tous les noms. Aujourd'hui je peux, malgré eux, dire que mon voyage à Kandahar est un succès sur toute la ligne."

M. Coderre rendra compte de sa mission à son retour au Canada après en avoir fourni un compte rendu détaillé à son chef, Stéphane Dion, et à ses collègues libéraux. Il affirme avoir été "très bien reçu" par les militaires du Royal 22e à Kandahar.

Après avoir rencontré des ONG, des journalistes afghans, des ambassadeurs, le chef de la mission humanitaire canadienne et des responsables de la fondation Aga Khan, Denis Coderre affirme qu'il a "peaufiné" sa

perception des choses.

"Je n'ai cependant pas changé d'opinion sur la nécessité d'une rotation pour les troupes canadiennes, explique−t−il, sur la fin de la mission de combat en février 2009.

Dion prêt à quelques compromis

PUBLICATION: Le Nouvelliste (Trois−Rivières)
DATE: 2007.10.10
SECTION: Actualités
PAGE: 34
SOURCE: La Presse
BYLINE: Bellavance, Joël−Denis
DATELINE: Ottawa
WORD COUNT: 495

Le chef du Parti libéral, Stéphane Dion, est prêt à faire quelques compromis à la Chambre des communes pour éviter de plonger le pays dans une nouvelle ronde d'élections fédérales cet automne. Mais ces compromis ne seront pas synonymes de soumission des troupes libérales aux desiderata du gouvernement conservateur de Stephen Harper.

Confronté à une avalanche de critiques depuis la raclée subie par les libéraux aux élections partielles du 17 septembre au Québec, M. Dion est finalement sorti de son mutisme hier, six jours après que Stephen Harper eut lancé un ultimatum aux trois partis d'opposition. Dans une rare conférence de presse, mercredi dernier, M. Harper a affirmé qu'il compte multiplier les votes de confiance aux Communes au cours des prochains mois si le discours du Trône que son gouvernement présentera le 16 octobre est adopté. Par ce geste sans précédent, M. Harper veut forcer ses adversaires politiques à le laisser gouverner à sa guise en approuvant les grandes initiatives de son gouvernement en matière de justice et d'environnement, par exemple, ou à provoquer la tenue d'élections générales.

Hier, M. Dion a affirmé que Stephen Harper tente de prendre le Parlement "en otage en le soumettant à une interminable suite de crises de confiance montées de toutes pièces".

Selon le chef libéral, le premier ministre veut se comporter comme s'il avait déjà une majorité en poche. M. Dion a affirmé que son parti est fort conscient que les Canadiens ne souhaitent pas retourner aux urnes maintenant. Mais, du même souffle, il a dit qu'il n'hésitera pas à renverser les conservateurs s'ils tentent de faire adopter des mesures qui seraient contraires aux intérêts des Canadiens.

"Si le premier ministre tente, avec ce discours du Trône, de réduire le rôle du Parlement à celui d'un estampeur, lui seul sera tenu responsable de provoquer des élections. (...) Tous les Canadiens savent très bien que si nous sommes entraînés de force dans des élections, ce sera la faute de Stephen Harper. C'est qu'il aura lui−même orchestré sa défaite. Tout comme les Canadiens, nous ne voulons pas d'élections. Mais si M. Harper nous y force, nous, libéraux, serons prêts", a averti M. Dion.

Le Bloc québécois et le NPD ont déjà fait savoir qu'ils voteront contre le discours du Trône s'il ne répond pas à certaines demandes non négociables, notamment sur la mission canadienne en Afghanistan et l'atteinte des objectifs de Kyoto.

Résultat: il incombera aux libéraux de Stéphane Dion de venir à la rescousse des conservateurs aux Communes pour éviter des élections générales puisque le discours du Trône fait l'objet d'un vote de confiance.

Pour le chef libéral, il est évident que Stephen Harper tente de provoquer la chute de son gouvernement minoritaire afin d'empêcher un comité parlementaire de faire toute la lumière sur les activités de financement de certains candidats conservateurs aux dernières élections. Ces activités font l'objet d'un litige entre le Parti conservateur et Élections Canada.

Dieu soit loué !

PUBLICATION: Le Nouvelliste (Trois−Rivières)
DATE: 2007.10.10
SECTION: Gens d'ici
PAGE: 27
BYLINE: Paillé, Roland
PHOTO: Photo: Olivier Croteau Photo Olivier Croteau
ILLUSTRATION: Après avoir salué son ami de longue date Brian Mulroney unepremière fois dans le hall d'entrée, l'homme d'affaires trifluvien André Young a récidivé dans la salle de l'hôtel Delta.; Lors de l'ouverture de sa saison 2007−2008, l'Éveil féminin du secteur Grand−Mère en a profité pour présenter le quatuor vocal de la région Bye−Bye nuages, qui regroupe (à l'arrière) Lisette Richard, Monique Landry, Jean Tétreault et Benoît Bary, que l'on voit avec Pauline B.−Daneault, vice−présidente, Mariette Pépin, présidente, et Ursule Rivard, secrétaire−trésorière, à l'avant.; Viateur Caron, que l'on connaît comme animateur et chanteur country, a pris sa retraite cette semaine. On le voit au centre d'Yvon Baron et d'Éric Dion.; Le Séminaire de Trois−Rivières a tenu une cérémonie Hommage à ses collègues. On remarque Michel Grondin, directeur des services aux élèves, l'abbé Jean Panneton, supérieur du Séminaire, Luc Therrien, président du conseil d'administration du Séminaire, Pierre Levasseur, retraité, Lionel Grondin, retraité, Richard Gaudreault, directeur des services pédagogiques, et Michel Trépanier, directeur général.
WORD COUNT: 857

Je me réjouis que ma collègue LOUISE PLANTE soit revenue (en un morceau) d'Afghanistan, où elle a passé une semaine de "vacances" (sic !) dans un "tout compris", à se balader sur les plages de sable à perte de vue de Kaboul et de Kandahar. Elles sont tellement à perte de vue qu'on n'y voit pas d'eau. Chère Louise toujours à l'affût des nouvelles destinations vacances...

Blagues à part, plus je lisais ses textes la semaine dernière, plus je réalisais à quel point elle vivait une expérience unique. Et là, il ne s'agissait pas d'un(e) journaliste d'un média national mais bien une des nôtres: c'est la beauté des médias régionaux.

Bon retour chez toi, Louise, et profite bien de ta semaine de vacances ! (Eh oui, une autre,...pour se remettre de celle de la semaine dernière ! C'est bien mérité.)

***

L'humour irlandais de Brian

Les gens qui ont assisté au dîner−conférence de l'ex−premier ministre conservateur BRIAN MULRONEY ont eu droit à une belle démonstration d'humour irlandais: fin, raffiné, intelligent... Bien à mon goût !

***

Le conférencier s'est souvenu des leçons d'humilité dont il avait été témoin. Par exemple, quand un autre ex−premier ministre conservateur, JOHN DIEFENBAKER celui−là, avait demandé à un serveur d'un grand restaurant un deuxième morceau de beurre et que le serviteur le lui avait refusé. "Savez−vous qui je suis, avait demandé celui qui venait d'être porté au pouvoir pour les électeurs canadiens. Je suis le nouveau premier ministre du Canada, John Diefenbaker." La réplique du serveur ne s'est pas faite attendre. "Savez−vous qui je

suis ? Je suis celui qui distribue le beurre."

Et vlan ! (Presque un oeil au "beurre" noir.)

***

Avant même de faire son entrée dans la salle de banquet de l'hôtel Delta, BRIAN MULRONEY, accompagné de Me ALAIN TRUDEL et CLAUDE DURAND, respectivement président du conseil d'administration et présidente et chef de direction de la Chambre de commerce et d'industries de Trois−Rivières (CCITR), a été salué par le conseiller municipal RENÉ GOYETTE et ANDRÉ YOUNG qui sont allés à sa rencontre...

***

ANDRÉ YOUNG a raconté à mon collègue MARC ROCHETTE qu'à l'époque où il étudiait à l'Université Laval, à Québec, lui et BRIAN MULRONEY étaient colocs sur la rue Saint−Louis...

***

CLAUDE DURAND n'est pas peu fière de la réponse à cette invitation qui comptait quelque 375 convives, ce qui constituerait, de mémoire de "femme", un record pour une telle activité de la Chambre...

***

Chez les personnes de la région identifiées au PC, on remarquait l'ex−ministre et député fédéral de Trois−Rivières, PIERRE−H. VINCENT, son bon ami et partenaire d'affaires, FRANÇOIS PROULX (inséparable de ses jeans), le doc GUY BOISCLAIR, l'ex−avocat et juge à la retraite, GILLES GAUTHIER, Me ALAIN BOLDUC, président de l'Association du Parti conservateur de Trois−Rivières, MARIE−CLAUDE GODUE, candidate conservatrice dans Berthier−Maskinongé, son conjoint, Me SERGE DUBEAU, MICHEL LAUZIER, JEAN−GUY GAMACHE, MARTIAL TOUPIN et MICHEL BELLEROSE, pour ne nommer que ceux−ci...

***

Dans la salle de banquets, il y avait également BRIAN WILSON, comme le leader des Beach Boys mais lui est des Agences océaniques, MICHEL RIVARD, pas le chanteur mais celui de la commission scolaire Chemin−du−Roy, l'ex−maire de Trois−Rivières, GUY LEBLANC, qui a brigué l'investiture conservatrice à Trois−Rivières en 1984 contre PIERRE−H. VINCENT, JEAN MARTIN, DENIS LECLERC de la FTQ, GHISLAIN BOURQUE, RENÉ GARCEAU, CLÉO MARCHAND, MANON BEAUMIER, SUZANNE CAMIRAND, MARIANNE MÉTHOT, SÉBASTIEN CLOUTIER et MARTINE LESIEUR de l'UQTR, FRANCE ARBOUR, PHILIPPE LAMPRON, PATRICK CHARLEBOIS, MARC SIROIS, CHRISTINE LAFOND, JULIE ROUSSEAU, RICHARD BEAUCHAMP, LISETTE TREMBLAY, YVES FERRON, MARCEL COTÉ, GINETTE FORTIN, CLAUDE RIVEST, PIERRE DUPONT, MARTIN DUGRÉ, CAROLINE BÉLAND, JEAN−PHILIPPE MONTREUIL, sa mère, STELLA MONTREUIL, ANDRÉ GAGNON, LIETTE LAFONTAINE, PAUL GENDRON, JENNIFER GABRIELE et son conjoint, Me FRANÇOIS MASSICOTTE, SYLVIE ARCHAMBEAULT et MICHAEL O'SHEA de la maison d'éditions de BRIAN MULRONEY, PAUL ARCHAMBAULT, STÉPHANE MEILLEUR, PAUL GLOUTNEZ, STELLA POULIN, FRANÇOIS PELLERIN, SYLVAIN PLANTE, JEAN−FRANÇOIS BILODEAU, GAÉTAN LAPIERRE, CLAUDE LAVERGNE, CLÉMENT TROTTIER, FRANCE DROLET, SUSAN OUELLET, ÉRIK GERVAIS, CHRISTIAN LÉPINE, SYLVAIN LÉVESQUE, YVON RABY, PIERRE PAUL COTÉ, DONALD DUBEAU, nouveau directeur du Delta, BERNARD DESHAIES, CLAUDE LEFEBVRE, BERTRAND TRUDEL, HAROLD BARBOSA, GILLES GAUDREAULT, HÉLENE DROLET, CHRISTINE LAFOND, JOHANNE FRANCOEUR, GILLES SOUMIS, ANDRÉ MARCHAND, LISE

GAUTHIER, GILLES LFEBVRE, RÉJEAN HARDY, CÉLINE JETTÉ, épouse de PIERRE−H. VINCENT, ANDRÉ NOLET, PIERRE NOLET, FRANCIS JORDAN, REYNALD SANSCARTIER, MARC ROBITAILLE, JEAN GUGUY, LUC VERMETTE, DENIS MELANÇON, YVAN CHOUINARD, YVAN MASSÉ, ANDRÉ SAINT−PIERRE, JEAN POIRIER, JEAN−FRANÇOIS DESMARAIS, LOUIS GINCE, JONATHAN DUGUAY, NATHALIE DEMERS, ROGER DAIGLE, SERGE GAUMOND, CLAIRE CHOUINARD, DOMINIQUE LONGVAL, JEAN COTÉ, DARLENE BROWN, LINDA TREMBLAY, GASTON BÉLANGER, JEAN DUMAIS, NICOLAS MASSICOTTE, JOHANNE LAPOINTE, JEAN POLIQUIN des Terminaux portuaires, DORIS ARGOUIN et JEAN−GUY LAFERTÉ.

Et ce n'est pas fini. A suivre.

Une fête pour Robert

Aujourd'hui se tient une fête pour souligner le départ à la retraite de ROBERT DE NOBILE. Le tout se passe au NCSM Radisson à compter de 17 h.

Bonne fête !

Aujourd'hui, mon ami de longue date, GUY DÉSILETS, que l'on peut voir l'été au club de golf Le Métabéroutin, a l'âge de la retraite (65) !

Les policiers afghans payés directement

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.10.10
SECTION: Actualités
PAGE: 38
SOURCE: LA PRESSE
BYLINE: Duchesne, André
WORD COUNT: 441

La décision de l'armée canadienne de verser directement aux policiers afghans leurs salaires suscite toutes sortes de réactions au pays. Si certains applaudissent la mesure, nécessaire dans un contexte de corruption, d'autres y voient un dangereux précédent.

"Je trouve que cela fait colonial, dit le colonel à la retraite Michel Drapeau. Nous savons tous qu'il y a un problème de corruption en Afghanistan. Mais ce n'est pas le rôle de l'armée de faire cela. C'est comme une marque de non−confiance envers le gouvernement en place." Hier matin, le quotidien The Globe and Mail publiait une manchette affirmant que l'armée canadienne avait entrepris de verser directement aux policiers afghans leur salaire afin de combattre les problèmes de corruption.

Le problème vient du fait que le salaire, versé par l'État afghan, est taxé par des fonctionnaires corrompus avant de se rendre dans les poches des salariés. Plusieurs n'ont rien à manger et, à leur tour, taxent ou réclament des pots−de−vin aux civils pour survivre. L'argent ne vient pas du budget de l'armée, mais d'un fonds au profit du gouvernement afghan auquel plusieurs pays contribuent.

Dans son article, le Globe citait le commandant du contingent canadien à Kandahar, le brigadier−général Guy Laroche, qui se disait très satisfait de la mesure. "Nous allons ainsi nous assurer que nos gens mangent", disait−il. Plus loin, le général s'offusquait des pratiques d'extorsion. "Quelqu'un prend 10 % ici, un autre prend 10 % là. Au bout du compte, le pauvre homme (le policier afghan) se retrouve avec rien."

L'opération reçoit aussi des appuis. Ainsi, le président du comité sénatorial du Parlement canadien sur la Défense, Colin Kenny, estime que c'est une bonne idée. "Il faut prendre les moyens nécessaires pour acheminer l'aide étrangère, dit−il. Ce n'est pas le travail de l'armée de faire cela, mais il n'y a pas d'autre solution."

"Il faut des solutions qui cadrent avec ces problèmes sérieux, explique le colonel à la retraite Alain Pellerin. La mission en Afghanistan est unique. Les militaires font de la reconstruction. Ça aussi, ce n'est pas dans leur mandat."

"Nous, on croit que cela cadre dans la stratégie d'un retrait de l'Afghanistan en février 2009, dit pour sa part le critique du Bloc québécois en matière de Défense, le député Claude Bachand. Si on veut que la société afghane fonctionne, il faut que les salaires soient versés. La police, c'est le premier pilier d'une société civile."

"Si le Canada s'en va un jour, qui va payer les policiers afghans ?" demande Marc−André Boivin, de l'Université de Montréal. "Ça pose un problème éthique", avance Stéphane Paquin, de l'Université de Sherbrooke.

Coderre dénonce le geste de Maxime Bernier en Afghanistan; "La diplomatie du Jos Louis"

PUBLICATION:	Le Droit
DATE:	2007.10.10
SECTION:	Actualités
PAGE:	34
SOURCE:	LA PRESSE
BYLINE:	Toupin, Gilles
PHOTO:	La Presse
ILLUSTRATION:	Le ministre des Affaires étrangères, Maxime Bernier
WORD COUNT:	512

De Kandahar où il poursuit sa mission, le critique libéral en matière de Défense, Denis Coderre, affirme en avoir assez de "la diplomatie du Jos Louis" du ministre des Affaires étrangères, Maxime Bernier.

Au cours d'une entrevue téléphonique avec La Presse, le bouillant député de Bourassa estime que le ministre Bernier, qui a fait un passage éclair en fin de semaine à la base canadienne en Afghanistan, ne comprend rien à la réalité sur le terrain lorsqu'il déclare que la sécurité s'est accrue dans la région où opèrent les troupes canadiennes.

"Le ministre n'a pas lu le rapport des Nations unies, commente M. Coderre. Il a un problème. Je pense que M. Bernier aurait dû lire ses documents au lieu de distribuer des Jos Louis aux troupes."

M. Coderre, qui s'est rendu par ses propres moyens en Afghanistan, affirme que la distribution de Jos Louis par le ministre n'est pas très édifiante. "On remercie nos soldats pour leur travail et leurs sacrifices en leur donnant des gâteaux, s'indigne–t–il. C'est du joli !"

Quant à la question de la sécurité, il reconnaît qu'il y a eu sur le terrain certains changements opérationnels, notamment l'apport d'équipements nouveaux pour détecter les mines improvisées, mais cela n'est pas suffisant, dit–il, pour affirmer que la sécurité s'est accrue à Kandahar. "Il y a, au contraire, plus de tensions, affirme M. Coderre. Nos troupes se sont adaptées. Elles ont fait un travail admirable. C'est d'ailleurs le message que je veux envoyer, un message de solidarité et d'appui : les troupes font un travail exceptionnel."

Le critique de l'opposition en matière de Défense ne tarit pas d'éloges sur les tables de concertation mises sur pied par les Canadiens pour travailler avec la police et l'Armée nationale afghane (ANA). "Les Afghans décident entre eux de leurs besoins, même s'il y a toujours de notre part une politique d'accompagnement", explique l'ancien ministre de l'Immigration.

Sécurité accrue ?

"Si la sécurité s'était accrue tant que cela, ajoute Denis Coderre, pourquoi le ministre Bernier n'a pas arrêté de parler de ma propre sécurité en me traitant même d'irresponsable ?".

"Je suis responsable, poursuit Denis Coderre. Je suis responsable de ma venue ici parce que s'il avait fallu que je me fie sur eux, je ne serais pas très avancé. Au lieu de contribuer à faire avancer la démocratie en me venant en aide, ils m'ont traité de tous les noms. Aujourd'hui je peux, malgré eux, dire que mon voyage à Kandahar est un succès sur toute la ligne."

M. Coderre rendra compte de sa mission à son retour au Canada après en avoir fourni un compte rendu détaillé à son chef, Stéphane Dion, et à ses collègues libéraux. Il affirme avoir été "très bien reçu" par les militaires du Royal 22e à Kandahar.

"J'ai eu tout ce dont j'avais besoin, dit–il. J'étais avec eux ; j'ai eu une collaboration exceptionnelle. Ce sont des professionnels. Ils sont apolitiques. Et je ne ferai pas de politique sur le dos des militaires. Ça, c'est pas vrai."

"Je n'ai cependant pas changé d'opinion sur la nécessité d'une rotation pour les troupes canadiennes sur la fin de la mission de combat en février 2009."

Le chef veut lire le texte du discours du Trône avant d'annoncer ses couleurs; Dion garde toutes ses options ouvertes

PUBLICATION:	Le Droit
DATE:	2007.10.10
SECTION:	Actualités
PAGE:	30
SOURCE:	LA PRESSE CANADIENNE
BYLINE:	Rodrigue, Isabelle
PHOTO:	La Presse Canadienne
ILLUSTRATION:	"Si le premier ministre veut réduire le rôle du Parlement àune approbation les yeux fermés, il sera le seul responsable du déclenchement des élections. [...] S'il y a une élection, nous serons prêts", a affirmé le chef du Parti libéral du Canada, Stéphane Dion
WORD COUNT:	801

Aux prises avec une crise au Québec et un récent sondage qui démontre une perte de vitesse, le chef libéral Stéphane Dion a refusé de jouer le jeu du premier ministre Stephen Harper, préférant garder toutes ses options ouvertes face à l'éventuel vote sur le discours du Trône.

M. Dion a répété que, à l'instar des Canadiens, il ne souhaitait pas d'élections générales cet automne et qu'il voulait lire le texte du discours du Trône avant d'annoncer ses couleurs. Le gouvernement Harper doit présenter son discours du Trône mardi prochain, une mesure qui doit être soumise à un vote de confiance aux Communes.

Devant le défi lancé par le premier ministre la semaine dernière qui disait à l'opposition de choisir entre des élections ou une soumission totale en appuyant le discours du Trône, M. Dion a refusé d'opter pour l'un ou l'autre des choix.

"Le discours du Trône est une direction que le gouvernement propose et on va regarder cette direction avant de voter et même si on devait s'entendre sur le discours du Trône, il faudrait évaluer chaque projet de loi à son mérite. Depuis quand le Parlement se ferme les yeux devant un projet de loi ?", a fait valoir M. Dion en conférence de presse, ajoutant que la déclaration de M. Harper "n'a aucun sens" et ne vise qu'à prendre le "Parlement en otage".

La conférence de presse était la première sortie de M. Dion depuis la semaine dernière, où il s'est fait très discret malgré la crise qui secouait son parti.

Depuis les élections partielles au Québec à la mi−septembre, les critiques à l'endroit de M. Dion se font de plus en plus entendre. Des candidats pressentis ont retiré leur candidature non sans exprimer leurs frustrations.

Le chef libéral s'est aussi retrouvé dans la mire à cause de propos controversés tenus par le directeur général du parti, Jamie Carroll, qui aurait raillé les demandes d'augmenter la proportion de représentants du Québec au sein du parti.

Malgré des rumeurs de rétrogradation, M. Carroll est toujours en poste et l'affaire fait l'objet de discussions entre les avocats du directeur général et ceux du parti.

Hier, Stéphane Dion a admis que l'image d'un Parti libéral divisé n'aide pas à gagner des appuis au sein de l'électorat, surtout au Québec où la grogne s'est fait le plus entendre.

"On a eu des élections partielles et l'affaire Carroll qui a suivi, a indiqué le chef libéral pour expliquer ses problèmes au Québec. Certaines personnes ont réagi d'une façon qui donne l'impression d'un parti divisé. La grande majorité des libéraux ont réagi autrement mais le mal est fait et on doit le corriger maintenant en travaillant tous ensemble."

Sondage défavorable

Reste que cette crise apparente semble tirer les libéraux vers le bas. Un nouveau sondage sur les intentions de vote Harris−Décima−La Presse Canadienne, dévoilé hier mais réalisé du 4 au 7 octobre auprès de 1000 répondants, donne les conservateurs en avance de 7 points.

A l'échelle nationale, les libéraux récoltent 28 % des intentions de vote contre 35 %, pour les conservateurs qui mènent la marche. Le Nouveau Parti démocratique suit avec 17 %.

Ce sondage, qui a une marge d'erreur de 3,1 % 19 fois sur 20, n'a rien pour remonter le moral de M. Dion qui voit les conservateurs réussir à augmenter l'écart qui les sépare des libéraux.

Ce coup de sonde de l'électorat est l'un des premiers qui indique que les intentions de vote semblent bouger en faveur de M. Harper. Au cours des dernières semaines, libéraux et conservateurs étaient au coude à coude. Histoire de secouer son parti avant la reprise des travaux dans une semaine, M. Dion a procédé à un remaniement des porte−paroles libéraux. Il a nommé Bob Rae, qui n'est pas encore élu, critique des affaires étrangères ; et retiré le dossier des langues officielles à la Québécoise Raymonde Folco, qui s'était montrée très critique à son endroit.

"La grande majorité des Canadiens ne veut pas d'élections fédérales tout de suite [...] Je veux que l'actuel Parlement se mette au travail et fasse oeuvre utile", a plaidé le chef libéral.

Prudent, il a cependant évité de s'attarder sur les détails, refusant d'expliquer ce qui pourrait permettre aux libéraux d'accepter ou non le discours du Trône. M. Dion a ainsi refusé de mettre des limites sur ce qui serait acceptable qu'un discours du Trône affirme sur le pouvoir fédéral de dépenser, sur l'ancien projet de loi C−30 sur la qualité de l'air, et sur la mission canadienne en Afghanistan.

"Si le premier ministre veut réduire le rôle du Parlement à une approbation les yeux fermés, il sera le seul responsable du déclenchement des élections [...] S'il y a une élection, nous serons prêts", a soutenu M. Dion, souhaitant visiblement enlever un peu de pression sur ses épaules.

Le Bloc québécois a déjà fait connaître ses cinq conditions en échange de son appui, des conditions inacceptables pour le gouvernement. Quant au NPD, il ne fait pas de cachette qu'il risque fort de s'opposer au discours du Trône.

Le cirque afghan

PUBLICATION:	Le Soleil
DATE:	2007.10.10
SECTION:	Opinion
PAGE:	29
COLUMN:	Carrefour des lecteurs
WORD COUNT:	183

A voir aller le trio Bernier, Oda et Coderre en Afghanistan, heureusement que le ridicule ne tue pas! Maxime Bernier, cloîtré sur la base militaire de Kandahar, qui se prend seulement pour John Kennedy devant le mur de Berlin en 1963, en disant aux Canadiens : "Ne vous demandez pas ce que le gouvernement afghan peut faire pour vous, mais plutôt ce que pouvez faire pour les Afghans". Oser paraphraser JFK dans ce contexte, il faut le faire!

Quant à l'illustre ministre Bev Oda, elle est venue constater les mirobolants résultats de la coopération canadienne avec l'Afghanistan, tout en restant elle aussi cloîtrée sur la base militaire, sa sécurité ne pouvant être assurée pour voir les succès tangibles de ladite coopération.

Quant au preux et valeureux Denis Coderre, il va informer les soldats du 22e qu'ils devront remettre les armes pour 2009 et qu'ils recevront bientôt la visite de son chef Stéphane Dion. J'imagine la joie de la troupe à entendre ces belles nouvelles!

Vraiment, la petite politique étrangère canadienne, quel cirque!

Michel Lebel

Entrelacs

Discours du Trône : Stéphane Dion garde ses options ouvertes

PUBLICATION:	Le Soleil
DATE:	2007.10.10
SECTION:	Actualités
PAGE:	12
SOURCE:	La Presse Canadienne
BYLINE:	Rodrigue, Isabelle
PHOTO:	La Presse Canadienne
DATELINE:	Ottawa
ILLUSTRATION:	"Si le premier ministre veut réduire le rôle du Parlement àune approbation les yeux fermés, il sera le seul responsable du déclenchement des élections (...) S'il y a une élection, nous serons prêts", a soutenu Stéphane Dion hier.
WORD COUNT:	608

Aux prises avec une crise au Québec et un récent sondage qui démontre une perte de vitesse, le chef libéral Stéphane Dion a refusé de jouer le jeu du premier ministre Stephen Harper, préférant garder toutes ses options ouvertes face à l'éventuel vote sur le discours du Trône.

M. Dion a répété que, à l'instar des Canadiens, il ne souhaitait pas d'élections générales cet automne et qu'il voulait lire le texte du discours du Trône avant d'annoncer ses couleurs. Le gouvernement Harper doit présenter son discours du Trône mardi prochain, une mesure qui doit être soumise à un vote de confiance aux Communes.

Devant le défi lancé par le premier ministre la semaine dernière qui disait à l'opposition de choisir entre des élections ou une soumission totale en appuyant le discours du Trône, M. Dion a refusé d'opter pour l'un ou l'autre des choix.

"Le discours du Trône est une direction que le gouvernement propose, et on va regarder cette direction avant de voter. Et même si on devait s'entendre sur le discours du Trône, il faudrait évaluer chaque projet de loi à son mérite. Depuis quand le Parlement se ferme les yeux devant un projet de loi?" a fait valoir M. Dion en conférence de presse, ajoutant que la déclaration de M. Harper "n'a aucun sens" et ne vise qu'à prendre le "Parlement en otage".

Rare sortie

La conférence de presse était la première sortie de M. Dion depuis la semaine dernière, où il s'est fait très discret malgré la crise qui secouait son parti.

Depuis les élections partielles au Québec à la mi−septembre, les critiques à l'endroit de M. Dion se font de plus en plus entendre.

Le chef libéral s'est aussi retrouvé dans la mire à cause de railleries proférées par le directeur général du parti, Jamie Carroll, emvers les demandes d'augmenter la proportion de représentants du Québec au sein du parti. Malgré des rumeurs de rétrogradation, M. Carroll est toujours en poste.

Hier, Stéphane Dion a admis que l'image d'un Parti libéral divisé n'aide pas à gagner des appuis au sein de

l'électorat, surtout au Québec où la grogne s'est fait le plus entendre.

"Le mal est fait et on doit le corriger maintenant en travaillant tous ensemble", a ensuite proposé le chef du PLC.

Conservateurs en avance

Reste que cette crise apparente semble tirer les libéraux vers le bas. Un nouveau sondage sur les intentions de vote Harris−Décima−La Presse Canadienne réalisé auprès de 1000 personnes du 4 au 7 octobre donne les conservateurs en avance de sept points.

A l'échelle nationale, les libéraux récoltent 28 % des intentions de vote contre 35 %, pour les conservateurs. Le Nouveau Parti démocratique suit avec 17 %. Au cours des dernières semaines, libéraux et conservateurs étaient au coude à coude.

Par ailleurs, M. Dion a procédé à un remaniement des porte− paroles libéraux. Il a nommé Bob Rae, qui n'est pas encore élu, critique des affaires étrangères; et retiré le dossier des langues officielles à la Québécoise Raymonde Folco, qui s'était montrée très critique à son endroit.

'La grande majorité des Canadiens ne veut pas d'élections fédérales tout de suite (...) Je veux que l'actuel Parlement se mette au travail et fasse oeuvre utile', a plaidé le chef libéral.

Prudent, il a cependant évité de s'attarder sur les détails, refusant d'expliquer ce qui pourrait permettre aux libéraux d'accepter ou non le discours du Trône. M. Dion a ainsi refusé de mettre des limites sur ce qui serait acceptable qu'un discours du Trône affirme sur le pouvoir fédéral de dépenser, sur l'ancien projet de loi C−30 sur la qualité de l'air, et sur la mission canadienne en Afghanistan.

Le Bloc québécois a déjà fait connaître ses cinq conditions en échange de son appui, des conditions inacceptables pour le gouvernement. Quant au NPD, il ne fait pas de cachette qu'il risque fort de s'opposer au discours du Trône.

Plus de soldats pour former les Afghans; Les forces canadiennes commencent à manquer de troupes sur le terrain

PUBLICATION:	Le Soleil
DATE:	2007.10.10
SECTION:	Actualités
PAGE:	7
BYLINE:	Normandin, Pierre−André
PHOTO:	Normandin, Pierre−André
DATELINE:	Kandahar
ILLUSTRATION:	Plus vite l'armée et la police afghanes pourront tenirelles−mêmes le terrain conquis, plus vite les Canadiens pourront s'en aller, dit le brigadier−général Guy Laroche.
WORD COUNT:	513

Le brigadier−général Guy Laroche veut davantage encadrer les forces de sécurité afghanes, mais commence à manquer de troupes sur le terrain. Si bien que l'armée doit désormais jongler avec son effectif pour assurer la formation des soldats et des policiers afghans.

Le Canada a triplé le nombre de mentors au cours de la dernière année. Entreprise en août 2006 avec un groupe de 60 soldats du Royal 22e Régiment, la formation des forces de sécurité afghanes accapare maintenant 170 militaires canadiens, nombre que le brigadier−général recommande à ses supérieurs d'accroître encore. Même si le personnel se fait rare.

"C'est certain qu'avec plus de troupes, on aurait plus de flexibilité. Mais ce qu'on peut faire, c'est réorienter l'utilisation de certains soldats", a indiqué au Soleil le commandant des 2500 soldats canadiens actuellement en Afghanistan.

Déjà, l'armée a réaffecté une soixantaine de policiers militaires à la formation de la police afghane, un mois après l'arrivée du contingent de Valcartier. Ils devaient plutôt servir au sein de l'équipe provinciale de reconstruction.

Nouvelle stratégie

La police afghane se trouve au coeur de la nouvelle stratégie canadienne en Afghanistan. Plutôt que de miser sur de vastes et longues opérations militaires, l'état−major canadien mise désormais sur de brèves offensives. Les ingénieurs entrent ensuite sur le terrain conquis pour y construire des places fortifiés où des policiers afghans sont postés sous l'étroite supervision de mentors canadiens.

Afin d'assurer la qualité de la formation, les soldats doivent rester 24 heures par jour, sept jours par semaine. Mais voilà, le personnel canadien est insuffisant pour occuper tous les points de contrôle qui doivent être construits au cours des prochaines semaines, reconnaît le brigadier−général Laroche. "Ce qu'on va devoir faire, c'est rendre chaque équipe responsable de deux sous−stations de police", a expliqué le commandant.

L'efficacité de la formation pourrait toutefois en souffrir, les Afghans étant prompts à retourner à leurs vieilles habitudes une fois le dos des Canadiens tourné. Le Soleil en a d'ailleurs été témoin lorsque des policiers ont demandé de l'argent à un homme pour franchir leur point de contrôle. Les mentors ont ainsi dû reprendre le cours d'éthique pourtant dispensé la veille de l'incident.

Tenir le terrain

Les Forces canadiennes comptent sur la police afghane pour tenir le terrain conquis dans les districts de Panjwaï et de Zhari par les Forces canadiennes et l'armée afghane. Selon le brigadier−général, c'est la meilleure façon de sortir un jour d'Afghanistan. Et de sauver des vies.

"Chaque fois qu'on mène des opérations, on augmente les risques de perdre du monde. Ce qu'on ne veut pas, c'est de faire des opérations à répétition pour reconquérir le même bout de terrain", a dit le brigadier−général Laroche.

Le commandant n'a pas besoin de remonter loin dans le temps pour appuyer son propos. Voilà un an à peine, une quinzaine de Canadiens sont morts dans une offensive de deux mois dans les districts de Panjwaï et de Zhari, l'opération Méduse. Un an plus tard, les quatre soldats morts depuis l'arrivée du contingent de Valcartier ont été tués dans cette même région. Pierre−André Normandin

Pour éviter la corruption, la police afghane est payée directement par l'armée canadienne

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.10.10
SECTION: Actualités
PAGE: 7
SOURCE: AFP
WORD COUNT: 248

L'armée canadienne en Afghanistan a commencé à payer directement la police afghane afin de contourner la corruption et de renforcer la sécurité de ses propres soldats, rapportait hier le quotidien The Globe and Mail.

Cette initiative vise à assurer une certaine stabilité dans des zones dangereuses à l'ouest de Kandahar, où la sécurité des Canadiens dépend de leurs alliés afghans, écrit le journal en soulignant que l'absence de salaire permettait difficilement de conserver sur place des officiers de police afghans dans les districts de Zhari et de Panjwaï.

Depuis le mois dernier, les officiers de police dans ces deux districts reçoivent directement leur paye des mains de soldats canadiens et américains et non plus du ministère de l'intérieur à Kaboul, dans le contexte de programmes d'encadrement et de formation de la police afghane.

"L'argent n'arrivait pas à ces gens–là. Quelqu'un prenait 10 % par–ci et 10 % par–là, et en fin de course il ne restait plus rien. Est–ce que vous resteriez dans un endroit pareil sans être payé?" a déclaré au journal le général Guy Laroche, commandant du contingent canadien en Afghanistan.

Le Canada a perdu 71 soldats depuis le début de la mission canadienne en 2002.

"Nous apprécions le nouveau plan canadien parce que je veux que mes hommes soient entraînés et payés", a déclaré au journal le chef de la police de Panjwaï, Bismullah Khan.

L'armée canadienne ne finance pas les salaires. Ils sont encore prélevés dans un fonds du gouvernement afghan, alimenté par les pays donateurs dont le Canada, précise The Globe and Mail.

Culture à la une

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.10.10
SECTION: Actualités
PAGE: 2
BYLINE: Gaudreau, Valérie
ILLUSTRATION: Les États−Unis et la France sont les pays qui ont parlé leplus de la ville de Québec entre le 1er mai 2006 et le 30 avril 2007.
WORD COUNT: 919

Québec, comme toutes les villes, aime bien se "péter les bretelles" lorsqu'on parle d'elle dans la presse étrangère. Mais qui parle de Québec dans les journaux de la planète? La réponse tient en deux mots : les voisins et les cousins!

Oui, sans surprise, les États−Unis et la France sont les pays qui ont parlé le plus de la ville de Québec entre le 1er mai 2006 et le 30 avril 2007 selon une étude menée par la firme Influence Communication.

Spécialisée dans l'analyse de contenu, la firme montréalaise a scruté 50 quotidiens majeurs de huit pays présents sur cinq continents. Au total, Influence a analysé pas moins de 2,7 millions d'articles de France, des États−Unis, de Chine, de l'Inde, du Royaume−Uni, de Russie, d'Australie et d'Afrique du Sud en quête de mention de la Ville de Québec dans toutes les sections des journaux, sauf les sports, faut−il préciser.

Au total, la Ville de Québec a été mentionnée moins de 300 fois dans les 50 journaux. C'est dix fois moins que Montréal. Pour chaque mention, Influence calcule le poids−médias, c'est à dire l'importance relative des articles portant sur Québec. "La une du New York Times ou du Monde a plus de poids qu'une brève en page 42 d'un petit journal régional", illustre Jean−François Dumas, président de la firme Influence fondée en 2001.

Pourquoi se livrer à un tel exercice? Pour le plaisir de savoir où on parle de nous. Et ce qu'on en dit. "Une ville est comme un produit, explique M. Dumas. Québec a des prétentions internationales, mais quelle est sa valeur, sa notoriété? Nous, ce qu'on permet de définir, c'est la marque de commerce d'une ville."

Et quelle est la marque de commerce de Québec? La culture, au premier chef. Ce secteur occupe en effet 31 % de la couverture médiatique de Québec dans les journaux analysés devant la politique (22 %), le tourisme (16 %) et les sujets de société (11 %). Le monde des affaires complète le top 5 avec 6 %, ex aequo avec les Fêtes du 400e. Quant aux pays qui ont mentionné Québec pendant la période analysée, la France trône loin au sommet avec 63 % des mentions devant les États−Unis à 22 %.

Le tourisme

Et chez nos voisins du sud, le tourisme est le secteur le plus abordé, alors que 43 % de la couverture américaine faite de Québec est touristique. Lorsqu'on met ensemble tous les articles portant sur le tourisme, 60 % proviennent des États−Unis. Un résultat qui n'étonne pas Pierre Labrie, directeur de l'Office du tourisme de Québec. Souvent vendue comme une alternative à la France, la ville de Québec fait partie des vingt destinations les plus appréciées au monde. "On reçoit environ 500 reporters spécialisés par année", note−t−il. Mais selon M. Labrie, Québec aurait encore plus fait parler d'elle si l'étude d'Influence avait inclus des pays comme le Mexique et l'Italie.

"On a eu récemment un grand reportage sur Québec dans le prestigieux Conde Nast italien ", ajoute−t−il, en précisant que l'ajout de magazines et de sites Internet aurait aussi contribué à changer la donne.

Le 400e et le reste

Reliées en partie au thème du tourisme, les Fêtes du 400e anniversaire de Québec faisait pour leur part piètre figure dans la période analysée par Influence. De plus, 99 % des articles mentionnant le 400e ont été publiés en France, allié traditionnel.

"Au Royaume−Uni, on a abordé le sujet, mais surtout pour parler de la controverse sur la possible invitation de la Reine, et non pour inciter les gens à aller y faire un tour", précise Jean−François Dumas d'Influence. Mais, c'était avant les deux importants reportages dont le 400e vient de faire l'objet dans le New York Times et le USA Today.

Reste que cette donnée illustre une réalité : la difficulté de parler des célébrations avant la tenue de l'événement. Pascale Guéricolas n'a pas écrit d'articles dans les journaux analysés par Influence. Mais en tant que collaboratrice à Québec pour Radio France depuis 12 ans, elle est bien placée pour savoir comment ses patrons français veulent qu'elle couvre la réalité d'ici. "Oui, le 400e est difficile à vendre, confirme−t−elle. J'ai proposé des sujets pour le 400e, mais on me dit : " On préfère parler de l'événement quand il aura lieu ". Disons qu'ils sont intéressés dans l'absolu, mais pas tellement par un traitement à l'avance."

Lorsqu'elle parle de Québec à la France, Pascale Guéricolas le fait majoritairement dans une perspective nationale, avec des dossiers qui touchent souvent la réalité française, voire mondiale. C'est le cas avec les soldats en Afghanistan, la controverse autour du vote voilé, les questions d'éducation ou d'environnement. Des sujets qui parlent souvent plus du Québec comme province, que Québec comme ville.

"Mais il y a souvent des manières de parler de sujets nationaux à partir de la ville de Québec, par exemple en ayant recours à des experts de l'Université Laval."

Et les sujets qui font le tour de la francophonie ne sont pas toujours ceux qu'on attend le plus. "J'ai lancé un peu à la blague que la mairesse Boucher était décédée et on m'a demandé un reportage, dit−elle. On a attrapé le sujet au bond, car il mettait en lumière un personnage atypique", explique la journaliste d'origine française. Elle se rappelle aussi avec le sourire d'un reportage sur "l'angoisse d'un Noël sans neige" l'automne dernier.

Un sujet qui a fait mouche.

Signe que malgré les grands enjeux, une petite cabane persiste toujours, quelque part dans les plaines enneigées du Canada...

vgaudreau@lesoleil.com

L'aviation pakistanaise pilonne des islamistes au Waziristan; 250 personnes ont été tuées depuis samedi

PUBLICATION:	Le Devoir
DATE:	2007.10.10
SECTION:	LE MONDE
PAGE:	a5
SOURCE:	Reuters; Le Monde
BYLINE:	AFP
PHOTO:	Aamir Qureshi, AFP France–Presse, Agence AFP
ILLUSTRATION:	Le Waziristan est aux oprises avec des violences depuislongtemps. Déjà l'an dernier, l'armée pakistanaise y avait tenté d'éliminer les extrémistes.
WORD COUNT:	506

Miranshah – L'armée de l'air pakistanaise a pilonné hier des positions d'activistes islamistes au nord du Waziristan, région tribale qui passe pour un bastion d'al–Qaïda et des talibans et où des combats faisaient rage pour la quatrième journée consécutive.

D'intenses affrontements se déroulent depuis samedi soir aux alentours de la ville de Mir Ali, et près de 200 personnes (150 activistes et 45 soldats, selon l'armée) avaient péri dans les violences avant les pilonnages aériens d'hier.

«L'armée de l'air est intervenue contre des positions d'activistes près de Mir Ali, cet après–midi», a déclaré le général Waheed Arshad.

La plupart des 50 000 résidants de Mir Ali ont fui leurs maisons après la destruction de 50 d'entre elles, a dit un membre d'une tribu, Faridullah Khan. Utilisant les haut–parleurs de la mosquée, des villageois ont supplié les soldats de ne pas incendier leurs logements,

a raconté le chef de tribu, Malik Iqbal Khan.

Ce sont les combats les plus durs dans le Waziristan du Nord depuis de longs mois. Pour la seule journée d'hier, ce sont au moins 50 combattants proches des talibans et d'al–Qaïda qui ont été tués et autant ont été blessés. D'après des résidants, plusieurs civils ont aussi perdu la vie, mais l'armée ne l'a pas confirmé.

Les combats ont éclaté dimanche après que des insurgés eurent attaqué des convois de soldats. L'armée a riposté en déployant ses troupes au sol, appuyées par des hélicoptères de combat, dans une zone montagneuse près de la localité de Mir Ali.

Les districts du Waziristan du Nord et du Sud, dans la province de la frontière du Nord–Ouest, sont au coeur des zones tribales où les États–Unis affirment qu'al–Qaïda et les talibans afghans ont reconstitué leurs forces, malgré la présence de 90 000 militaires pakistanais. Le chef de l'État pakistanais, Pervez Moucharraf, qui a remporté samedi 6 octobre l'élection présidentielle, avait assuré la semaine dernière qu'il n'y avait pas de bases permanentes d'al–Qaïda dans son pays. Il avait cependant admis que des extrémistes islamistes liés à cette mouvance se réfugiaient dans les zones tribales frontalières de l'Afghanistan. Beaucoup de talibans avaient rejoint ces contrées, à majorité pachtoune, après avoir été chassés du pouvoir en Afghanistan fin 2001 par une coalition militaire dirigée par les États–Unis.

Beaucoup de talibans afghans avaient en effet rejoint cette région, peuplée surtout de Pachtounes, après avoir été renversés en Afghanistan par une coalition conduite par les États−Unis. L'armée américaine en Afghanistan estime que beaucoup d'attaques perpétrées dans ce pays sont préparées depuis ces repaires en territoire pakistanais.

Et depuis trois mois, l'affrontement entre ces fondamentalistes et le régime Moucharraf, principal allié des Américains dans leur «guerre contre le terrorisme», s'est étendu à l'ensemble du Pakistan.

Une vague d'attentats sans précédent a fait près de 300 morts depuis l'assaut par l'armée en juillet de la Mosquée rouge d'Islamabad, un sanctuaire d'islamistes qui défiaient les autorités.

Des dirigeants intégristes pakistanais et le numéro deux d'al−Qaïda, Ayman al−Zawahiri, avaient aussitôt juré de venger leurs coreligionnaires tués pendant le siège de la mosquée.

Et, il y a 15 jours, Oussama ben Laden lui−même a déclaré

le djihad, la «guerre sainte», au général Moucharraf et à son armée.

Harper à double tranchant

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.10.10
SECTION: LES ACTUALITÉS
PAGE: a3
BYLINE: Cornellier, Manon
WORD COUNT: 1054

Le premier ministre Stephen Harper a laissé tomber les gants. Si le discours du Trône est approuvé, dit–il, l'opposition devra en assumer les conséquences et le laisser gouverner. Et pour faire comprendre ce qu'il veut dire par là, il a laissé entendre qu'il considérera chaque vote sur les projets de loi découlant de son plan gouvernemental comme des votes de confiance à l'endroit de son gouvernement.

Si la position de Stephen Harper semble, à première vue, empreinte de logique, elle n'a de la valeur que si elle réussit vraiment à intimider l'opposition. On sait que le Bloc et le NPD voteront contre le discours du Trône. Il ne peut en être autrement après les conditions que leurs chefs ont posées pour l'appuyer, conditions que Stephen Harper a déjà rejetées.

De toute façon, ce n'est pas à eux que s'adressait le message conservateur, mais aux libéraux, que Harper rêve de pousser dans les câbles. Comme lors de la tenue du vote sur le prolongement de la mission afghane, le chef conservateur veut mettre en lumière la vulnérabilité et les divisions libérales. Cette fois, les troupes de Stéphane Dion semblent, à première vue, effectivement piégées. Voter contre le discours du Trône précipiterait des élections pour lesquelles ils ne sont pas prêts. Voter en faveur les forcerait par la suite, pour éviter un scrutin, à soutenir ou à laisser passer des politiques qu'ils désapprouvent.

***

Quand on y regarde de plus près, cependant, on réalise que la stratégie de Harper n'est pas à toute épreuve. En fait, c'est un véritable couteau à double tranchant. D'abord, pour qu'un projet de loi soit défait, il faut que les trois partis d'opposition votent contre, ce qui est loin d'être assuré. Depuis janvier 2006, la plupart des projets de loi conservateurs ont été adoptés, bien que souvent amendés, grâce à l'appui d'au moins un des trois partis adverses.

Prises à la pièce, les initiatives conservatrices peuvent donc satisfaire un parti ou un autre et rien ne dit qu'il n'en sera pas encore ainsi cette année. On sait que le gouvernement voudra réintroduire une foule de projets de loi morts au feuilleton à la suite de la prorogation des travaux en septembre. Pour cela, il n'a qu'à présenter une résolution demandant de reprendre l'étude des projets à l'étape où on les avait abandonnés. Des 27 projets morts au feuilleton, sept avaient franchi toutes les étapes et étaient en route pour le Sénat. Le gouvernement avait donc obtenu l'appui d'un des autres partis, et ça ne changera pas. Six autres projets étaient encore en comité, dont trois présentés au Parlement pour la première fois en juin. Il faudra donc attendre, dans leur cas, avant d'assister à un vote. Six projets étaient coincés en deuxième lecture après que le gouvernement les eut fait poireauter, pour la plupart, pendant plus de six mois. Bref, ce n'était pas des priorités. Des huit projets restants, quatre avaient fait l'objet de rapports de comité et quatre autres avaient seulement été présentés au Parlement, dont deux en juin.

Stephen Harper a toujours eu de la difficulté à s'accommoder du processus parlementaire. Combien de fois l'avons–nous entendu dénoncer la lenteur de l'opposition à étudier certains projets de loi alors que c'était son propre gouvernement qui avait pris des mois à les remettre à l'ordre du jour? Ce fut particulièrement le cas de projets de loi en matière de justice. Il en a présenté une flopée (13 au total), engorgeant le comité chargé de les

étudier, pour se plaindre ensuite des délais occasionnés, disait–il, par l'opposition. Libéraux et néo–démocrates ont offert à quelques occasions d'adopter certains projets en matière de justice (pas toujours les mêmes) de façon accélérée, mais le gouvernement a toujours écarté ces offres. Plusieurs projets ont été adoptés rapidement, certains en une journée, et très peu ont fait l'objet d'une véritable obstruction.

Tous les projets de loi doivent faire l'objet de trois lectures et d'une étude en comité. Avant d'arriver à un vote, de confiance ou non, il peut s'écouler des semaines. Si ça se produisait cet automne, les conservateurs rateraient cette ouverture électorale qu'ils meurent d'envie d'exploiter.

***

Voilà donc un premier problème pour M. Harper. Sa stratégie ne lui donne pas le contrôle complet de l'échéancier. Il a beau vouloir gouverner comme s'il était majoritaire, il ne l'est pas, ce qui l'empêche de bâillonner la Chambre. Et même s'il l'était, il devrait se plier au processus parlementaire, peu importe la nature de ses projets de loi.

Il pourrait y avoir une autre solution, mais celle–ci n'est pas sans risque non plus. Les priorités de Stephen Harper sont claires: loi et ordre, allégement du fardeau fiscal, souveraineté dans l'Arctique, mission en Afghanistan, environnement. Plusieurs de ces dossiers, dont celui afghan, n'ont pas à faire l'objet de projets de loi. Donc, pas de vote de confiance à moins d'en provoquer un au moyen d'une motion dont le gouvernement ou l'opposition peut prendre l'initiative.

On touche là au deuxième problème de la stratégie de M. Harper et il est potentiellement le plus sérieux. S'il multiplie les votes de confiance sur des projets de loi ou des sujets qui n'en exigent pas, il devra porter le blâme pour tenir le Parlement sur la sellette et le pays sur le qui–vive. Ça pourrait tout simplement se retourner contre lui. Déjà perçu comme trop «contrôlant», il pourrait accentuer l'impression de chef autoritaire, dépourvu d'esprit de conciliation et prompt à l'intimidation.

Il doit pratiquement espérer que son discours du Trône ne passe pas afin de profiter à fond du désarroi actuel des libéraux, le même qu'il tente d'accentuer avec son ultimatum. Il pourrait par conséquent être tenté de rendre son discours du Trône trop imbuvable pour que Stéphane Dion et ses députés puissent justifier de s'abstenir ou de s'absenter au moment du vote. Tout serait alors affaire de dosage, car les conservateurs ne voudraient sûrement pas rendre du même coup leur programme indigeste pour les électeurs.

***

mcornellier@ledevoir.com

Dion se dit prêt à livrer bataille; Le chef du PLC reconnaît toutefois que les Canadiens ne veulent pas d'élections

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.10.10
SECTION: LES ACTUALITÉS
PAGE: a1
BYLINE: Castonguay, Alec
WORD COUNT: 939

Ottawa – La guerre de mots que se livrent le premier ministre Stephen Harper et l'opposition s'est poursuivie hier, à moins d'une semaine du décisif discours du Trône. Le chef libéral, Stéphane Dion, a soutenu être «prêt à livrer bataille» si «l'intransigeance» des conservateurs force la tenue d'un scrutin cet automne. M. Dion a toutefois reconnu que ce n'était pas son premier choix, ajoutant que «la grande majorité des Canadiens ne veut pas d'élections».

Le leader du Parti libéral du Canada a utilisé comme prétexte une conférence de presse à Ottawa concernant des changements mineurs à son équipe de porte–parole – Bob Rae devient critique en matière d'affaires étrangères – pour répondre à l'ultimatum lancé la semaine dernière par le premier ministre Stephen Harper. Ce dernier avait soutenu qu'il interpréterait l'adoption du discours du Trône comme un «mandat clair» pour gouverner, affirmant même que les priorités énoncées seraient considérées comme des votes de confiance une fois le tout traduit en projets de loi.

Stéphane Dion a rejeté du revers de la main les menaces de Stephen Harper hier. «Un discours du Trône ne peut pas mettre entre parenthèses le Parlement, a–t–il dit. Il faut évaluer chaque projet de loi à son mérite. Dire qu'il faut appuyer tous les projets de loi qui suivent le discours du Trône n'a pas de sens. Ça ne fonctionne pas comme ça.» Cette façon de vouloir diriger le pays comme si le premier ministre était à la tête d'un gouvernement majoritaire est «irrespectueux de la volonté des Canadiens», a affirmé Stéphane Dion. «Il veut prendre le Parlement en otage en le soumettant à des crises de confiance montées de toutes pièces.»

Si, dans son discours du Trône, le premier ministre manifeste le désir d'empêcher le Parlement de jouer son rôle démocratique, il sera alors «responsable» de défaire le gouvernement et de provoquer des élections, a dit M. Dion. Mais Stephen Harper en portera l'odieux, a–t–il ajouté.

Stéphane Dion a soutenu que «toutes les options restent ouvertes» en vue du discours du Trône. «Tout comme les Canadiens, nous ne voulons pas d'élections. Mais si Harper nous y force, nous serons prêts. Si les conservateurs, par leur intransigeance, poussent le Canada en élections, nous, les libéraux, leur ferons regretter d'avoir engagé la bataille», a–t–il lancé.

Mais le chef libéral, secoué par une crise interne depuis trois semaines, a affirmé à plusieurs reprises qu'il est «conscient» que les Canadiens ne veulent pas d'élections. «Aujourd'hui, comme chef de l'opposition, je sais que la grande majorité des Canadiens ne veulent pas d'élections fédérales tout de suite. Elles seraient les troisièmes élections fédérales en quatre ans, en plus des élections provinciales imminentes et récentes. Je le sais et je veux que le Parlement actuel fonctionne et fasse oeuvre utile», a–t–il dit.

Selon Stéphane Dion, les libéraux n'ont jamais fait d'obstruction systématique au Parlement depuis 20 mois et n'ont pas l'intention d'en faire, a–t–il dit pour répondre aux attaques de Stephen Harper sur le sujet. M. Dion a rappelé que c'est Stephen Harper qui a fait distribuer un livre à ses députés le printemps dernier sur l'art de

bloquer les travaux des comités parlementaires.

Malgré cette volonté clairement affichée de faire fonctionner le Parlement, Stéphane Dion a refusé de préciser ses intentions. S'il veut voir les dossiers de l'Afghanistan, de l'environnement, de la pauvreté et de la productivité inscrits dans le discours du Trône, il n'a pas voulu étoffer ses demandes. «Quand on aura pris connaissance du discours du Trône, on jugera avec attention ce qui est proposé et comment nous devons agir en tant qu'opposition.»

Il faut rester unis, dit Dion

Concernant la crise qui secoue son parti, Stéphane Dion affirme retenir une leçon: «Les libéraux doivent toujours rester unis. C'est la seule façon de gagner l'appui des Canadiens», a–t–il dit, ajoutant qu'«un Canada uni a besoin d'un Parti libéral uni».

Stéphane Dion a refusé d'entrer dans les détails de ce qu'il a lui–même nommé «l'affaire Carroll», puisque les avocats sont maintenant chargés du dossier (Jamie Carroll menace de poursuivre le PLC pour congédiement abusif). Il a toutefois reconnu que M. Carroll est toujours le directeur général du PLC. Ce dernier a suscité la grogne au Québec avec ses commentaires sur l'ajout inutile de Québécois dans l'entourage du chef.

Stéphane Dion a qualifié les déclarations de M. Carroll de «triste événement». «J'espère que tout sera réglé [sur le sort de M. Carroll] dans les prochains jours, voire les prochaines heures», a–t–il dit.

Un sondage mené par la firme Décima pour le compte de La Presse canadienne révèle que les difficultés internes du PLC commencent pour la première fois à affecter les intentions de vote du parti. Ainsi, les libéraux ne récoltent plus que 28 % d'appuis à l'échelle nationale, alors que les conservateurs en obtiennent 35 %. Depuis des mois, les deux partis étaient pourtant au coude à coude. Ce sondage mené auprès de 1000 personnes a une marge d'erreur de 3,1 %, 19 fois sur 20. Au Québec, malgré une marge d'erreur plus grande, ce sondage attribue 35 % des intentions de vote au Bloc québécois, 26 % aux conservateurs, à peine 14 % aux libéraux, 12 % aux verts et 11 % au NPD.

Stéphane Dion ne s'est pas montré surpris de ces chiffres. «Il aurait été surprenant que trois semaines de difficulté ne changent rien à notre popularité. [...] On était à 30 % au Québec au début de l'année. Là, on a perdu des plumes, mais ça peut revenir.»

Le déclin d'un empire ?

PUBLICATION:	La Presse
DATE:	2007.10.10
SECTION:	La Presse Affaires
PAGE:	LA PRESSE AFFAIRES3
COLUMN:	La vie économique
BYLINE:	Picher, Claude
PHOTO:	PHOTO CHARLIE RIEDEL, ASSOCIATED PRESS
ILLUSTRATION:	Une pancarte, une maison qui ne se vend pas. Deux symbolesd'une crise qui n'en finit pas.
WORD COUNT:	802

La crise des hypothèques à haut risque, l'interminable glissade du billet vert, l'enflure démesurée du déficit commercial, l'enlisement de l'armée américaine dans de ruineux conflits en Irak et en Afghanistan: la liste des calamités qui s'abattent sur l'économie américaine n'en finit plus. Et comme pour empirer les choses, le Fonds monétaire international s'apprête à revoir ses prévisions de croissance à la baisse, non seulement pour les États−Unis, mais aussi pour leurs principaux partenaires commerciaux (voir à ce sujet l'article ci−contre).

L'heure du déclin est−elle arrivée pour l'empire américain?

Compte tenu de la légendaire capacité de l'économie américaine à retomber sur ses pieds, il serait hautement malavisé de conclure que la crise des hypothèques sonne le début de la fin. La perturbation est très grave, certes, mais comme toutes les crises, elle est par définition passagère.

Beaucoup plus préoccupantes, ces dernières années, ont été la situation des finances publiques et, surtout, du déficit commercial. Tous ceux qui suivent l'actualité de près savent déjà que le premier problème, extrêmement sérieux il y a à peine trois ans, est en train de se résorber rapidement. Lorsque le président Bush a été élu, en 2001, il a hérité d'un surplus budgétaire de 128 milliards; en trois ans, il a transformé ce surplus en déficit de 413 milliards. A ce stade, le déficit s'élevait au seuil intolérable de 3,6% du PIB. Ce trou est attribuable à plusieurs facteurs: importantes baisses d'impôts, hausse des dépenses militaires et explosion des dépenses publiques de santé.

Les baisses d'impôts entraînent au début un manque à gagner important pour le gouvernement. Mais dans les années suivantes, l'accélération de la croissance contribue à gonfler les coffres de l'État. Ainsi, le déficit a fondu à 318 milliards en 2005 et à 248 milliards l'an dernier. Pour l'exercice en cours, le Congressionnal Budget Office, organisme d'une grande crédibilité, s'attend à un déficit de 161 milliards, ou 1,2% du PIB. A ce rythme, le déficit sera effacé dans deux ans.

Il est important de noter que ce sont les hausses de recettes qui ont permis ce revirement. En 2007, malgré les baisses d'impôts, les recettes fiscales de l'administration américaine sont en hausse de 6,7%; en revanche, les dépenses n'augmentent que de 2,9%, dont 14,7% pour la santé.

Beaucoup plus grave est le déficit commercial.

Au cours des 12 derniers mois, le déficit commercial américain a atteint le montant record de 819 milliards. Prenez le surplus commercial combiné de la Chine, du Japon et des 13 pays de la zone euro. Doublez ce montant, et vous aurez une idée de l'ampleur du déficit commercial américain.

Pendant longtemps, les Américains ont été capables de compenser une partie de leur déficit commercial par ce que les experts appellent la "balance des invisibles". On comptabilise ici les services (dont, en particulier, le solde du compte voyages), ainsi que les intérêts, dividendes, profits et autres revenus rapatriées de l'étranger.

Cela peut faire une énorme différence. Prenons le cas de la Suisse, une puissance commerciale d'importance secondaire avec un surplus de 11 milliards. En revanche, les entreprises et institutions financières helvètes récoltent en intérêts et profits 91 milliards de plus qu'ils n'en paient à l'étranger. La balance du compte courant suisse, qui chiffre l'ensemble de ses échanges avec l'étranger, ressort donc à 102 milliards. Pour mieux faciliter les comparaisons internationales, on exprime le solde du compte courant en pourcentage du PIB. Dans le cas de la Suisse, ce surplus correspond à 16,1% du PIB. Robuste performance. Le champion mondial de cette catégorie est Singapour, avec 24%. Les pays exportateurs de pétrole figurent aussi en tête du palmarès.

Dans le cas des États−Unis, c'est le contraire. Du déficit commercial de 819 milliards, il faut soustraire le surplus des invisibles, un maigre 27 milliards. Cela laisse un trou de 793 milliards, ou 5,7% du PIB, au compte courant.

Les Américains peuvent se consoler en pensant que plusieurs autres pays ne font guère mieux, ou même pire: Grèce, Espagne, Australie, plusieurs pays d'Europe de l'Est, entre autres,

Mais au fond, que des pays comme la Grèce ou l'Espagne fassent pire que les États−Unis, ce n'est pas tellement grave. Cela n'entraînera pas ou peu de turbulences ailleurs. Les États−Unis, par contre, sont un pays immense; leur énorme déficit commercial signifie que les consommateurs américains font vivre une bonne partie de la planète. D'un point de vue américain, la meilleure façon de réduire ce déficit est de diminuer les achats à l'étranger, et il ne manque pas de sénateurs et de représentants au Congrès pour réclamer encore et toujours plus de mesures protectionnistes.

Dans ces conditions, le déficit commercial américain n'est pas qu'un problème américain, il concerne aussi tous les pays fournisseurs, dont au premier chef le Canada.

Peine capitale

PUBLICATION:	La Presse
DATE:	2007.10.10
SECTION:	Monde
PAGE:	A29
COLUMN:	Le tour du globe
SOURCE:	AFP
PHOTO:	Photo d'archives Associated Press
ILLUSTRATION:	Louise Arbour, haut–commissaire des Nations unies aux droitsde l'homme.
WORD COUNT:	71

Louise Arbour, haut–commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, a condamné hier l'exécution dimanche à Kaboul de 15 condamnés et demandé le rétablissement d'un moratoire sur la peine capitale en Afghanistan. Les exécutions ont été menées dès la fin d'un moratoire de trois ans. Selon des experts afghans, les condamnés n'ont pas bénéficié de toutes les garanties procédurales.

El–Masri débouté

PUBLICATION:	La Presse
DATE:	2007.10.10
SECTION:	Monde
PAGE:	A29
COLUMN:	Le tour du globe
SOURCE:	AFP
WORD COUNT:	88

La Cour suprême a refusé hier de se saisir du dossier de Khaled El–Masri, un Allemand qui accusait la CIA de l'avoir enlevé en Macédoine, mené en Afghanistan, battu, harcelé, puis libéré après cinq mois sans explication. Il réclamait des excuses et 75 000$. La Maison–Blanche a salué la Cour d'avoir "affirmé la prééminence du secret d'État". La porte–parole Dana Perino a refusé de dire si El–Masri avait ou non été enlevé.

Combats entre l'armée et les islamistes au Pakistan

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.10.10
SECTION: Monde
PAGE: A28
SOURCE: AFP
DATELINE: MIRANSHAH, Pakistan
WORD COUNT: 263

Environ 200 présumés islamistes et près de 50 soldats ont été tués depuis dimanche dans des combats, parmi les plus meurtriers dans les zones tribales du Pakistan.

Cette région du nord−ouest frontalière de l'Afghanistan est au coeur des zones où les États−Unis affirment qu'Al−Qaeda et les talibans afghans, chassés du pouvoir fin 2001, ont reconstitué leurs forces, malgré la présence de 90 000 soldats pakistanais.

Les violences ont aussi fait des dizaines de victimes civiles, affirment des habitants. Près de 50 personnes, dont des femmes et des enfants, sont mortes sous les bombes dans le village de Khedar Khel, a raconté Noor Mohammad. Les militaires insistent que tous les morts sont des islamistes ou des soldats.

La plupart des 50 000 résidants ont fui après la destruction de 50 maisons, a dit Faridullah Khan, membre d'une tribu locale. Par les haut−parleurs de la mosquée, des villageois ont supplié les soldats de ne pas incendier leurs logements, a raconté Malik Iqbal Khan.

L'armée ne vise pas les civils, s'est défendu le général Waheed Arshad. "Il y a des liens avec l'Afghanistan. Beaucoup obtiennent de l'argent et des armes de l'autre côté de la frontière", a−t−il accusé.

Le général Pervez Musharraf, qui a remporté samedi l'élection présidentielle du Pakistan, attend toujours que la Cour suprême statue sur la validité du scrutin. Ses partisans ont déjà fêté, mais un hélicoptère qui l'accompagnait au Cachemire dimanche s'est écrasé et quatre de ses gardes du corps ont été tués.

Au moins 20 personnes ont été blessées hier à Peshawar, lors d'un attentat à la bombe dans un magasin de CD dont le propriétaire avait été menacé.

Pas d'élections S.V.P.

PUBLICATION:	La Presse
DATE:	2007.10.10
SECTION:	Forum
PAGE:	A24
COLUMN:	Éditorial
BYLINE:	Pratte, André
WORD COUNT:	514

Stephen Harper et Stéphane Dion ne s'entendent que sur une chose: les Canadiens ne souhaitent pas d'élections cet automne. Ils devront tous deux être conséquents et agir de manière à ne pas replonger le pays en campagne électorale.

Bien sûr, lorsqu'un gouvernement est minoritaire, il faut s'attendre à ce qu'il soit défait tôt ou tard. Cependant, les politiciens doivent tenir compte, avant de s'engager dans cette voie, de différents facteurs. Notamment, l'opinion publique souhaite–t–elle un changement de la situation au Parlement? La plupart des sondages publiés au cours des dernières semaines laissent prévoir que s'il y avait des élections cet automne, les conservateurs seraient reportés au pouvoir, encore une fois minoritaires.

Autre facteur à considérer, les coûts. Des élections fédérales coûtent quelque 300 millions. S'il y avait un scrutin en décembre, ce serait le troisième en trois ans et demi. C'est cher payer pour satisfaire le goût des politiciens pour les combats de coqs!

Dans leurs calculs, conservateurs et libéraux ont d'abord à l'esprit leurs intérêts partisans. Les conservateurs croient le moment favorable pour aller aux urnes, les libéraux préféreraient attendre. La population, elle, s'attend à ce que les élus gardent à l'esprit l'intérêt public.

Dans le cas du premier ministre, cela signifie qu'il doit éviter de provoquer l'opposition dans le discours du Trône qu'il présentera mardi prochain. Le gouvernement peut certainement rester fidèle à sa philosophie et à ses engagements, mais il lui incombe aussi de tenir compte des préoccupations exprimées par les partis de l'opposition, que partagent bon nombre de Canadiens, notamment en ce qui a trait à l'Afghanistan et aux changements climatiques. Si M. Harper fait preuve d'intransigeance, les Canadiens concluront qu'il a délibérément choisi de plonger le pays dans une campagne électorale et ils lui en feront payer le prix.

Les libéraux, pour leur part, ne peuvent pas exiger du gouvernement conservateur qu'il annonce des politiques libérales. A moins qu'ils y lisent des éléments qui leur sont totalement inacceptables, ils trouveront donc une façon de manifester leur mécontentement à l'égard du Discours sans pour autant défaire le gouvernement.

Le fardeau de la preuve se déplacera ensuite du côté conservateur. Qu'est–ce que c'est que cette idée de multiplier les votes de confiance? Par définition, un vote de confiance, c'est quelque chose d'exceptionnel, de particulièrement important. Si M. Harper décide que le vote sur un projet de loi relativement mineur met en jeu la confiance de la Chambre, il perdra beaucoup de crédibilité. Là–dessus, M. Dion a entièrement raison, le premier ministre tente de prendre le Parlement en otage: " Depuis quand le Parlement ferme–t–il les yeux devant un projet de loi? Ce que le premier ministre a dit n'a aucun sens."

L'attitude de M. Harper et la faiblesse des libéraux laissent présager un automne politique plein de rebondissements... et un bien triste spectacle. Si les politiciens ne font pas preuve d'un sens des responsabilités élevé, les Canadiens réviseront peut–être leurs vues sur les avantages des gouvernements minoritaires.

Une réponse parmi 10 000

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.10.10
SECTION: Forum
PAGE: A24
COLUMN: forum@lapresse.ca
WORD COUNT: 162

Pour répondre aux Québécois qui se demandent pourquoi l'armée canadienne doit aller combattre les terroristes en Afghanistan, une réponse, parmi les 10 000 que l'on pourrait leur donner, est cet extrait d'un article de La Presse de ce vendredi 5 octobre 2007: " L'été dernier, une école de filles ... a été prise pour cible par des terroristes qui ont arrosé les élèves de balles alors qu'elles sortaient de l'immeuble. Deux élèves ont péri et quatre autres ont été blessées... " Si l'on n'est pas prêt à défendre les droits et la liberté des autres, on ne mérite ni ses droits ni sa liberté. Et ces autres incluent les petites Afghanes, qui ont le droit, comme les petites Québécoises, d'aller à l'école, quoiqu'en pensent et ordonnent les talibans et autres extrémistes musulmans.

François Gros d'Aillon

Rosemère

Coderre dénonce "la diplomatie du Jos Louis" de Bernier

PUBLICATION:	La Presse
DATE:	2007.10.10
SECTION:	Politique
PAGE:	A9
BYLINE:	Toupin, Gilles
PHOTO:	photo Ryan Remiorz, archives la presse canadienne
DATELINE:	OTTAWA
ILLUSTRATION:	"Si la sécurité s'était accrue tant que cela, pourquoi leministre Bernier n'a pas arrêté de parler de ma propre sécurité?" s'est demandé le critique libéral en matière de Défense, Denis Coderre, en mission en Afghanistan.
WORD COUNT:	629

De Kandahar où il poursuit sa mission, le critique libéral en matière de Défense, Denis Coderre, affirme en avoir assez de "la diplomatie du Jos Louis" du ministre des Affaires étrangères, Maxime Bernier.

Au cours d'une entrevue téléphonique avec La Presse, le bouillant député de Bourassa estime que le ministre Bernier, qui a fait un passage éclair au cours de la fin de semaine à la base canadienne en Afghanistan, ne comprend rien à la réalité sur le terrain lorsqu'il déclare que la sécurité s'est accrue dans la région où opèrent les troupes canadiennes.

"Le ministre n'a pas lu le rapport des Nations unies, commente M. Coderre. Il a un problème. Je pense que M. Bernier aurait dû lire ses documents au lieu de distribuer des Jos Louis aux troupes."

M. Coderre, qui s'est rendu par ses propres moyens en Afghanistan, affirme que la distribution de Jos Louis par le ministre n'est pas très édifiante. "On remercie nos soldats pour leur travail et leurs sacrifices en leur donnant des gâteaux, s'indigne–t–il. C'est du joli!"

Quant à la question de la sécurité, il reconnaît qu'il y a eu sur le terrain certains changements opérationnels, notamment l'apport d'équipements nouveaux pour détecter les mines improvisées, mais cela n'est pas suffisant, dit–il, pour affirmer que la sécurité s'est accrue à Kandahar.

"Il y a, au contraire, plus de tensions, affirme M. Coderre. Nos troupes se sont adaptées. Elles ont fait un travail admirable. C'est d'ailleurs le message que je veux envoyer, un message de solidarité et d'appui: les troupes font un travail exceptionnel."

Le critique de l'opposition en matière de Défense ne tarit pas d'éloges sur les tables de concertation mises sur pied par les Canadiens pour travailler avec la police et l'Armée nationale afghane (ANA). "Les Afghans décident entre eux de leurs besoins, même s'il y a toujours de notre part une politique d'accompagnement", explique l'ancien ministre de l'Immigration.

Sécurité accrue?

"Si la sécurité s'était accrue tant que cela, ajoute Denis Coderre, pourquoi le ministre Bernier n'a pas arrêté de parler de ma propre sécurité en me traitant même d'irresponsable pour avoir entrepris cette mission?"

"Je suis responsable, poursuit Denis Coderre. Je suis responsable de ma venue ici parce que s'il avait fallu que je me fie sur eux, je ne serais pas très avancé. Au lieu de contribuer à faire avancer la démocratie en me venant en aide, ils m'ont traité de tous les noms. Aujourd'hui je peux, malgré eux, dire que mon voyage à Kandahar est un succès sur toute la ligne."

M. Coderre rendra compte de sa mission à son retour au Canada après en avoir fourni un compte rendu détaillé à son chef, Stéphane Dion, et à ses collègues libéraux. Il affirme avoir été "très bien reçu" par les militaires du Royal 22e à Kandahar.

"J'ai eu tout ce dont j'avais besoin, dit–il. J'étais avec eux; j'ai eu une collaboration exceptionnelle. Ce sont des professionnels. Ils sont apolitiques. Et je ne ferai pas de politique sur le dos des militaires. Ça, c'est pas vrai."

Après avoir rencontré des ONG, des journalistes afghans, des ambassadeurs, le chef de la mission humanitaire canadienne et des responsables de la fondation Aga Khan, Denis Coderre affirme qu'il a "peaufiné" sa perception des choses.

"Je n'ai cependant pas changé d'opinion sur la nécessité d'une rotation pour les troupes canadiennes, explique–t–il, sur la fin de la mission de combat en février 2009. Mais il y a des solutions de rechange. Par exemple, comment allons–nous régler la question du développement? Quels sont les besoins de sécurité pour appuyer ce développement? C'est important. Il est clair aussi que j'ai des choses à dire sur la question du Pakistan, sur la gouvernance. C'est un voyage éclair de 10 jours qui va me permettre de préparer un document de travail pour la suite du débat et pour servir notre population canadienne."

Les policiers afghans payés directement; Réactions mitigées à cette initiative de l'armée canadienne

PUBLICATION:	La Presse
DATE:	2007.10.10
SECTION:	Politique
PAGE:	A8
BYLINE:	Duchesne, André
PHOTO:	photo Martin tremblay, archives la presse
ILLUSTRATION:	Afin de combattre les problèmes de corruption, l'arméecanadienne a entrepris de verser directement leur salaire aux policiers afghans.
WORD COUNT:	632

La décision de l'armée canadienne de verser directement aux policiers afghans leurs salaires suscite toutes sortes de réactions au pays. Si certains applaudissent la mesure, nécessaire dans un contexte de corruption, d'autres y voient un dangereux précédent.

Et on trouve d'anciens militaires parmi ceux qui soulèvent d'importantes réserves!

"Je trouve que cela fait colonial, dit le colonel à la retraite Michel Drapeau. Nous savons tous qu'il y a un problème de corruption en Afghanistan. Mais ce n'est pas le rôle de l'armée de faire cela. C'est comme une marque de non−confiance envers le gouvernement en place."

Le lieutenant−colonel à la retraite Rémi Landry exprime aussi des réserves. "Le Canada est présent dans un pays souverain. Il n'est pas normal que l'armée canadienne paie la force policière de ce pays, dit−il. La mesure va sans doute réduire le problème de taxage et aider à la rétention des policiers. Mais cela doit rester une solution temporaire."

Hier matin, le quotidien The Globe and Mail a publié une manchette affirmant que l'armée canadienne avait entrepris de verser directement aux policiers afghans leur salaire afin de combattre les problèmes de corruption.

Fonctionnaires corrompus

Le problème vient du fait que le salaire, versé par l'État afghan, est taxé par des fonctionnaires corrompus avant de se rendre dans les poches des salariés. Plusieurs n'ont rien à manger et, à leur tour, taxent ou réclament des pots−de−vin aux civils pour survivre. L'argent ne vient pas du budget de l'armée, mais d'un fonds au profit du gouvernement afghan auquel plusieurs pays contribuent.

Dans son article, le Globe citait le commandant du contingent canadien à Kandahar, le brigadier général Guy Laroche, qui se disait très satisfait de la mesure. "Nous allons ainsi nous assurer que nos gens mangent", disait−il. Plus loin, le général s'offusquait des pratiques d'extorsion. "Quelqu'un prend 10% ici, un autre prend 10% là. Au bout du compte, le pauvre homme (le policier afghan) se retrouve avec rien."

L'opération reçoit aussi des appuis. Ainsi, le président du comité sénatorial du Parlement canadien sur la Défense, Colin Kenny, estime que c'est une bonne idée. "Il faut prendre les moyens nécessaires pour acheminer l'aide étrangère, dit−il. Ce n'est pas le travail de l'armée de faire cela, mais il n'y a pas d'autre solution."

"Il faut des solutions qui cadrent avec ces problèmes sérieux, explique le colonel à la retraite Alain Pellerin. La mission en Afghanistan est unique. Les militaires font de la reconstruction. Ça aussi, ce n'est pas dans leur mandat."

"Nous, on croit que cela cadre dans la stratégie d'un retrait de l'Afghanistan en février 2009, dit pour sa part le critique du Bloc québécois en matière de Défense, le député Claude Bachand. Si on veut que la société afghane fonctionne, il faut que les salaires soient versés. La police, c'est le premier pilier d'une société civile."

Un dilemme

A l'opposé, les universitaires Marc−André Boivin et Stéphane Paquin voient un dilemme poindre à l'horizon. Tous deux se demandent comment vont réagir les policiers, payés par l'armée, dans un imbroglio opposant militaires canadiens et civils afghans.

"Si le Canada s'en va un jour, qui va payer les policiers afghans?" demande M. Boivin, de l'Université de Montréal. "Ça pose un problème éthique", avance M. Paquin, de l'Université de Sherbrooke.

Hier, au quartier général de la Défense nationale à Ottawa, on n'avait strictement rien à dire au sujet de cette histoire, car il fallait d'abord valider les informations sur place. Et ce, même si le brigadier général Guy Laroche était cité dans l'article du Globe and Mail! L'armée pourrait cependant réagir aujourd'hui. A Bruxelles, l'OTAN n'a pas voulu commenter la nouvelle, nous renvoyant à la FIAS, organisme militaire chargé de la mission internationale en Afghanistan. A 18h hier, le ministère canadien des Affaires étrangères n'avait pas non plus répondu à notre demande de commentaire.

Dion n'hésitera pas à renverser le gouvernement; Mais il est prêt à des compromis pour éviter des élections

PUBLICATION:	La Presse
DATE:	2007.10.10
SECTION:	Politique
PAGE:	A7
BYLINE:	Bellavance, Joël−Denis
PHOTO:	photo Tom Hanson, la presse canadienne
DATELINE:	OTTAWA
ILLUSTRATION:	Hier, en conférence de presse, le chef du Parti libéral,Stéphane Dion, est sorti de son mutisme pour affirmer que Stephen Harper tente de prendre le Parlement "en otage".
WORD COUNT:	772

Le chef du Parti libéral, Stéphane Dion, est prêt à faire quelques compromis à la Chambre des communes pour éviter de plonger le pays dans une nouvelle ronde d'élections fédérales cet automne. Mais ces compromis ne seront pas synonymes de soumission des troupes libérales aux desiderata du gouvernement conservateur de Stephen Harper.

Confronté à une avalanche de critiques depuis la raclée subie par les libéraux aux élections partielles du 17 septembre au Québec, M. Dion est finalement sorti de son mutisme hier, six jours après que Stephen Harper eut lancé un ultimatum aux trois partis de l'opposition.

Dans une rare conférence de presse, mercredi dernier, M. Harper a affirmé qu'il compte multiplier les votes de confiance aux Communes au cours des prochains mois si le discours du Trône que son gouvernement présentera le 16 octobre est adopté. Par ce geste sans précédent, M. Harper veut forcer ses adversaires politiques à le laisser gouverner à sa guise en approuvant les grandes initiatives de son gouvernement en matière de justice et d'environnement, par exemple, ou à provoquer la tenue d'élections générales.

Hier, M. Dion a affirmé que Stephen Harper tente de prendre le Parlement "en otage en le soumettant à une interminable suite de crises de confiance montées de toutes pièces".

Selon le chef libéral, le premier ministre veut se comporter comme s'il avait déjà une majorité en poche. M. Dion a affirmé que son parti est fort conscient que les Canadiens ne souhaitent pas retourner aux urnes maintenant. Mais, du même souffle, il a dit qu'il n'hésitera pas à renverser les conservateurs s'ils tentent de faire adopter des mesures qui seraient contraires aux intérêts des Canadiens.

"Si le premier ministre tente, avec ce discours du Trône, de réduire le rôle du Parlement à celui d'un estampeur, lui seul sera tenu responsable de provoquer des élections. (...) Tous les Canadiens savent très bien que si nous sommes entraînés de force dans des élections, ce sera la faute de Stephen Harper. C'est qu'il aura lui−même orchestré sa défaite. Tout comme les Canadiens, nous ne voulons pas d'élections. Mais si M. Harper nous y force, nous, libéraux, serons prêts", a averti M. Dion.

Le Bloc québécois et le NPD ont déjà fait savoir qu'ils voteront contre le discours du Trône s'il ne répond pas à certaines demandes non négociables, notamment sur la mission canadienne en Afghanistan et l'atteinte des objectifs de Kyoto.

Résultat: il incombera aux libéraux de Stéphane Dion de venir à la rescousse des conservateurs aux Communes pour éviter des élections générales puisque le discours du Trône fait l'objet d'un vote de confiance.

Litige avec Élections Canada

Pour le chef libéral, il est évident que Stephen Harper tente de provoquer la chute de son gouvernement minoritaire afin d'empêcher un comité parlementaire de faire toute la lumière sur les activités de financement de certains candidats conservateurs aux dernières élections. Ces activités font l'objet d'un litige entre le Parti conservateur et Élections Canada.

"Les Canadiens ont le droit de savoir si les conservateurs ont violé la Loi électorale lors des dernières élections fédérales. Et si oui, combien de fois et de quelle manière ils ont violé la loi? Mais le premier ministre a bien hâte de retourner devant l'électorat avant que tous les faits puissent être révélés aux Canadiens", a dit M. Dion.

Et le chef libéral dit qu'il ne s'attend pas à ce que le gouvernement Harper présente "un discours du Trône libéral" la semaine prochaine. Toutefois, il souhaite que le gouvernement conservateur donne certaines réponses aux Canadiens sur quatre questions bien précises: l'avenir de la mission canadienne en Afghanistan, des mesures pour combattre les changements climatiques, un plan pour lutter contre la pauvreté et des mesures pour accroître notre productivité et renforcer le secteur manufacturier.

Même s'il dit ne pas vouloir d'élections, M. Dion a indiqué que son parti prendra une décision finale au sujet du discours du Trône une fois qu'il l'aura entre les mains. Le suspense durera donc jusqu'à la semaine prochaine.

M. Dion a profité de l'occasion hier pour annoncer quelques changements au sein de ses troupes. Il a notamment confié à son ancien rival, Bob Rae, le poste de critique en matière d'affaires étrangères même s'il n'a pas encore de siège aux Communes. Il a aussi nommé le député acadien Dominic LeBlanc comme porte−parole en matière d'affaires intergouvernementales. M. Dion a aussi réglé ses comptes avec la députée de Laval−Les Iles, Raymonde Folco, qui a récemment déclaré que son chef "ne passe pas au Québec". Mme Folco a en effet perdu son poste de porte−parole en matière de francophonie et de langues officielles.

Stéphane Dion garde ses options ouvertes pour le discours du Trône

DATE: 2007.10.09
KEYWORDS: POLITIQUE
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 760

OTTAWA _ Aux prises avec une crise au Québec et un récent sondage qui démontre une perte de vitesse, le chef libéral Stéphane Dion a refusé de jouer le jeu du premier ministre Stephen Harper, préférant garder toutes ses options ouvertes face à l'éventuel vote sur le discours du Trône.

M. Dion a répété que, à l'instar des Canadiens, il ne souhaitait pas d'élections générales cet automne et qu'il voulait lire le texte du discours du Trône avant d'annoncer ses couleurs. Le gouvernement Harper doit présenter son discours du Trône mardi prochain, une mesure qui doit être soumise à un vote de confiance aux Communes.

Devant le défi lancé par le premier ministre la semaine dernière qui disait à l'opposition de choisir entre des élections ou une soumission totale en appuyant le discours du Trône, M. Dion a refusé d'opter pour l'un ou l'autre des choix.

"Le discours du Trône est une direction que le gouvernement propose et on va regarder cette direction avant de voter et même si on devait s'entendre sur le discours du Trône, il faudrait évaluer chaque projet de loi à son mérite. Depuis quand le Parlement se ferme les yeux devant un projet de loi?", a fait valoir M. Dion en conférence de presse, ajoutant que la déclaration de M. Harper "n'a aucun sens" et ne vise qu'à prendre le "Parlement en otage".

La conférence de presse était la première sortie de M. Dion depuis la semaine dernière, où il s'est fait très discret malgré la crise qui secouait son parti.

Depuis les élections partielles au Québec à la mi−septembre, les critiques à l'endroit de M. Dion se font de plus en plus entendre. Des candidats pressentis ont retiré leur candidature non sans exprimer leurs frustrations.

Le chef libéral s'est aussi retrouvé dans la mire à cause de propos controversés tenus par le directeur général du parti, Jamie Carroll, qui aurait raillé les demandes d'augmenter la proportion de représentants du Québec au sein du parti.

Malgré des rumeurs de rétrogradation, M. Carroll est toujours en poste et l'affaire fait l'objet de discussions entre les avocats du directeur général et ceux du parti.

Mardi, Stéphane Dion a admis que l'image d'un Parti libéral divisé n'aide pas à gagner des appuis au sein de l'électorat, surtout au Québec où la grogne s'est fait le plus entendre.

"On a eu des élections partielles et l'affaire Carroll qui a suivi, a indiqué le chef libéral pour expliquer ses problèmes au Québec. Certaines personnes ont réagi d'une façon qui donne l'impression d'un parti divisé. La grande majorité des libéraux ont réagi autrement mais le mal est fait et on doit le corriger maintenant en travaillant tous ensemble."

Reste que cette crise apparente semble tire les libéraux vers le bas. Un nouveau sondage sur les intentions de vote Harris−Décima−La Presse Canadienne, dévoilé mardi mais réalisé du 4 au 7 octobre auprès de 1000

répondants, donnent les conservateurs en avance de 7 points.

A l'échelle nationale, les libéraux récoltent 28 pour cent des intentions de vote contre 35 pour cent, pour les conservateurs qui mènent la marche. Le Nouveau Parti démocratique suit avec 17 pour cent.

Ce sondage, qui a une marge d'erreur de 3,1 pour cent 19 fois sur 20, n'a rien pour remonter le moral de M. Dion qui voit les conservateurs réussir à augmenter l'écart qui les sépare des libéraux.

Ce coup de sonde de l'électorat est l'un des premiers qui indique que les intentions de vote semblent bouger en faveur de M. Harper. Au cours des dernières semaines, libéraux et conservateurs étaient au coude à coude.

Histoire de secouer son parti avant la reprise des travaux dans une semaine, M. Dion a procédé à un remaniement des porte−paroles libéraux. Il a nommé Bob Rae, qui n'est pas encore élu, critique des affaires étrangères; et retiré le dossier des langues officielles à la Québécoise Raymonde Folco, qui s'était montrée très critique à son endroit.

"La grande majorité des Canadiens ne veut pas d'élections fédérales tout de suite (...) Je veux que l'actuel Parlement se mette au travail et fasse oeuvre utile", a plaidé le chef libéral.

Prudent, il a cependant évité de s'attarder sur les détails, refusant d'expliquer ce qui pourrait permettre aux libéraux d'accepter ou non le discours du Trône. M. Dion a ainsi refusé de mettre des limites sur ce qui serait acceptable qu'un discours du Trône affirme sur le pouvoir fédéral de dépenser, sur l'ancien projet de loi C−30 sur la qualité de l'air, et sur la mission canadienne en Afghanistan.

"Si le premier ministre veut réduire le rôle du Parlement à une approbation les yeux fermés, il sera le seul responsable du déclenchement des élections (...) S'il y a une élection, nous serons prêts", a soutenu M. Dion, souhaitant visiblement enlever un peu de pression sur ses épaules.

Le Bloc québécois a déjà fait connaître ses cinq conditions en échange de son appui, des conditions inacceptables pour le gouvernement. Quant au NPD, il ne fait pas de cachette qu'il risque fort de s'opposer au discours du Trône.

FGIRO20−JxR

Le Canada rappelle aux Afghans de ne pas exécuter les prisonniers

DATE: 2007.10.09
KEYWORDS: DÉFENSE INTERNATIONAL POLITIQUE SOCIAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 560

OTTAWA _ Le ministère des Affaires étrangères du Canada a émis mardi une discrète réaction à l'exécution récente de 15 prisonniers en Afghanistan.

Refusant de critiquer le gouvernement du président Hamid Karzaï, le ministère a noté que les prisonniers capturés par l'OTAN ne devaient pas être condamnés à mort et que les droits de la personne, de façon générale, devaient être respectés.

Un porte−parole des Affaires étrangères a lu une brève déclaration après que des organisations défendant les droits de la personne eurent critiqué le trompeur ou malhonnête. Les faits sont simplement les suivants: ils n'ont pas la capacité de s'assurer qu'ils vont respecter ces promesses."

Les exécutions ont eu lieu alors que le ministre canadien des Affaires étrangères, Maxime Bernier, était de passage à Kandahar pour une visite officielle.

A Kandahar, le critique libéral en matière de défense, Denis Coderre, s'est inquiété des exécutions et s'est demandé si le système judiciaire afghan était assez juste et indépendant pour permettre un châtiment si extrême. Selon lui, cela rappelle l'époque où les talibans faisaient des exécutions publiques dans des stades de soccer.

"Je suis contre la peine de mort, alors je suis très, très inquiet, a−t−il dit. Les talibans faisaient ça. C'est la même chose."

Amnistie internationale et l'Association des droits civils de la Colombie−Britannique ont tous deux tenté de mettre fin au transfert des prisonniers capturés par les troupes canadiennes aux autorités afghanes. Les deux groupes jugent que les antécédents douteux du gouvernement afghan au chapitre des droits de la personne laissent croire que les prisonniers pourraient être torturés ou tués.

GG3630−FGCPG203−ac. silence d'Ottawa à ce sujet.

"Le Canada s'attend à ce que l'Afghanistan respecte ses obligations vis−à−vis des droits internationaux de la personne", a déclaré Jamie Christoff.

"Les ententes que le gouvernement du Canada a signées avec le gouvernement de l'Afghanistan à propos du traitement des détenus stipule qu'aucun détenu transféré par le Canada ne peut être condamné à la peine de mort."

Cette sobre déclaration offre un fort contraste avec la réaction du ministère des Affaires étrangères des Pays−Bas, qui a qualifié les exécutions d'"extrêmement malvenues".

Le Canada et les Pays−Bas sont tous deux opposés à la peine de mort.

Un membre influent du Parti conservateur qui a demandé l'anonymat a laissé entendre que le gouvernement Harper était hésitant à "interférer" avec les affaires internes des Afghans. Des responsables militaires canadiens à Kandahar ont offert la même explication.

Les prisonniers ont été jugés en vertu de la loi afghane, ont indiqué des responsables gouvernementaux. Mais plusieurs organisations, dont les Nations unies, se sont inquiété de l'état du système de justice dans le pays, qui a été décrit comme un "système en cours d'élaboration".

Des groupes de défense des droits de la personne ont déploré mardi le silence d'Ottawa face à l'exécution des prisonniers en Afghanistan, ce qui, selon eux, soulève de vives inquiétudes quant à la politique du gouvernement conservateur au sujet du transfert de prisonniers aux autorités afghanes.

"Ceci jette une ombre sur notre engagement avec le gouvernement afghan en général", a estimé Paul Champ, un avocat pour Amnistie internationale.

"Lorsqu'il est question des détenus que le Canada et les autres pays de l'OTAN remettent (aux autorités afghanes), nous devons être sérieusement inquiets de la possibilité que la peine de mort soit appliquée contre eux."

Le responsable des prisons afghanes a annoncé dimanche que 15 détenus avaient été exécutés, dont l'homme responsable des meurtres de trois journalistes occidentaux et d'un photographe afghan en 2001. Il s'agissait des premières exécutions en trois ans par le gouvernement afghan.

Le gouvernement afghan affirme qu'il continuera à exécuter des prisonniers, mais pas ceux capturés par les forces de l'OTAN _ une promesse qui n'inspire pas confiance à Me Champ puisque les détenus des prisons afghanes sont régulièrement portés disparus.

"Ils ne peuvent se fier à aucune des assurances que le gouvernement afghan fournit, a–t–il estimé. Ce n'est pas parce que le gouvernement afghan est

Près de 250 morts en quatre jours d'affrontements entre militants et soldats pakistanais, selon l'armée

DATE: 2007.10.09
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 481

MRN103−1009071421

MIRAN SHAH, Pakistan (AP) −− L'aviation pakistanaise a bombardé mardi un marché de village près de la frontière afghane, tuant plus d'une cinquantaine de militants présumés et de civils. Auparavant, l'armée pakistanaise avait état d'environ 250 morts en quatre jours de combats entre troupes pakistanaises et combattants islamistes au Nord−Waziristan.

Selon des habitants du village d'Epi, visé mardi par un raid, une dizaine d'explosions mardi après−midi ont détruit maisons et commerces. Abdul Sattar, un épicier, a dit avoir compté plus de 60 morts et plus de 150 blessés. Il a ajouté que nombre de victimes avaient été mutilées.

"Certains n'avaient plus de têtes, de mains ou de jambes. Des gens cherchaient leurs femmes et enfants, a−t−il témoigné, interrogé par téléphone depuis Epi. Le bazar de la ville était bondé, de personnes venant des villages avoisinant faire leur marché pour la rupture du jeûne du Ramadan, a−t−il dit.

Il a accusé l'armée d'opprimer la population locale pachtoune et appelé les journalistes à se rendre sur place pour voir que les "mécréants", les militants au Pakistan, visés par les forces de sécurité étaient en fait des femmes et des enfants.

Un porte−parole de l'armée pakistanaise, le général Waheed Arshad a déclaré sur la chaîne de télévision Geo qu'un avion militaire visant des caches de militants avait frappé "un ou deux endroits" près de la ville de Mir Ali, à environ quatre kilomètres d'Epi, et que des responsables tribaux avaient fait état d'une cinquantaine de militants tués. Il a ajouté que les frappes aériennes avaient pu tuer des civils qui vivaient dans la zone où se cachaient les combattants, mais dit ne pas disposer de bilan exact.

Avant les frappes de mardi, l'armée avait signalé que les affrontements avaient tué 150 militants et 45 soldats depuis samedi, et qu'une quinzaine de soldats étaient portés disparus. Les combats ont éclaté samedi après l'explosion d'une bombe au passage d'un camion transportant des paramilitaires.

Le général Pervez Musharraf, qui tente de s'assurer un nouveau mandat de président, a promis d'intensifier la lutte contre l'extrémisme musulman, particulièrement dans les régions frontalières où le chef du réseau terroriste Al−Qaïda et son bras−droit Ayman al−Zawahri sont toujours soupçonnés de se cacher.

Les troupes pakistanaises ont subi de lourdes pertes en tentant de reprendre le contrôle d'une bande de territoire montagneux à la frontière avec l'Afghanistan aux mains des chefs de guerre soutenant Al−Qaïda et les fondamentalistes talibans.

Le gouvernement pakistanais avait conclu un accord de cessez−le−feu, critiqué par les Américains, avec les militants du Nord−Waziristan l'an dernier. En juillet dernier, l'armée pakistanaise a redéployé des troupes aux postes de contrôle clé de la région, entraînant de nouveaux affrontements. Depuis, plus de 250 soldats ont été tués, la plupart dans des attentats−suicide et plus de 230 soldats enlevés.

Les violences ont suscité un débat enflammé au Pakistan sur l'opportunité d'une intervention militaire, perçue comme commanditée par les Etats−Unis même si Pervez Musharraf assure qu'elle sert l'intérêt national, pour lutter contre l'intégrisme. AP

sb/v508

Génocide arménien: mise en garde du président turc à George W. Bush

DATE: 2007.10.09
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 227

ANKARA (AP) –– Le président turc Abdullah Gul a écrit à son homologue américain George W. Bush pour l'avertir qu'un vote du Congrès reconnaissant le génocide arménien de 1915 porterait préjudice aux relations entre les deux pays.

Dans son courrier, M. Gul brandit la menace de "graves problèmes" dans les relations bilatérales si ce projet de loi devait être adopté, selon les services de la présidence turque.

De même source, on ajoute que le président Gul a personnellement remercié M. Bush pour s'être opposé à ce texte face à une Chambre des représentants et à un Sénat sous domination démocrate.

Le projet doit être examiné mercredi par la commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants. Il pourrait ensuite être soumis à un vote en séance.

Beaucoup aux Etats–Unis craignent que le vote de ce projet de loi n'entraîne des représailles turques. Ces dernières pourraient prendre la forme d'un blocage des voies d'accès à l'Irak et à l'Afghanistan via la Turquie. La base aérienne d'Incirlik, site stratégique utilisé par les Etats–Unis, pourrait quant à elle être fermée.

L'adoption d'un texte comparable en 2001 par le Parlement français avait entraîné des tensions bilatérales et l'annulation d'accords militaires entre Paris et Ankara. Les relations entre les deux pays se sont encore détériorées après le vote, l'automne dernier, d'une autre loi sanctionnant la négation du génocide arménien.

Selon l'Arménie, le génocide perpétré par les Ottomans contre les populations arméniennes a fait plus de 1,5 million de morts entre 1915 et 1917. AP

tl/v510

Cinq talibans présumés tués en Afghanistan

DATE: 2007.10.09
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 99

KABOUL (AP) −− Une frappe de l'OTAN contre des militants talibans présumés a fait cinq morts dans l'est de l'Afghanistan, ont annoncé mardi des responsables militaires.

La frappe a eu lieu lorsqu'un groupe a été repéré en train d'installer une bombe en bordure de route dimanche soir dans le district de Berme,, dans la province de Paktika, selon le sergent Dean Welch, porte−parole de la coalition internationale en Afghanistan.

Plus de 5.100 personnes, pour la plupart des insurgés, ont été tuées en 2007 depuis la résurgence des violences en Afghanistan, selon un décompte de l'Associated Press basé sur des chiffres afghans et occidentaux. AP

jp/v122

DATE: 2007.10.09
KEYWORDS: AVIS
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 1367

officielles dans son rapport final déposé mardi. Par Karine Fortin

OTTAWA _ Des groupes de défense des droits de la personne dénoncent le silence d'Ottawa suite à l'exécution en Afghanistan de 15 prisonniers, ce qui remet en cause, selon eux, la pratique voulant que l'on remette aux autorités afghanes les prisonniers capturés par les militaires canadiens.

OTTAWA _ Des participants à l'enquête fédérale sur les allégations de torture de trois Arabo−Canadiens envoient une lettre au premier ministre pour se plaindre du processus trop fermé de l'enquête. (ENQUETE−IACOBUCCI, LEAD)

QUEBEC _ La triple médaillée olympique Myriam Bédard s'en tire avec une absolution conditionnelle avec ordonnance de probation de deux ans. (Avec photo) Par Rémi Nadeau (BEDARD−COMPARUTION, 2e LEAD)

QUEBEC _ Ottawa est sommé d'intervenir davantage pour aider l'industrie forestière québécoise. Le ministre québécois des Ressources naturelles, Claude Béchard, a haussé le ton mardi à cet égard. 455 mots (15 h 10) Par Norman Delisle − BECHARD−FORET

QUEBEC _ Caucus des députés de l'ADQ.

QUEBEC _ Caucus des députés du Parti libéral.

MONTREAL _ Une opération policière visant à démanteler un réseau de télémarketing qui visait les PME a été déclenchée mardi matin à cinq endroits à Montréal. Plus d'une centaine de personnes ont été arrêtées. (Avec photo) Par Rollande Parent (TELEMARKETING−PERQUISITIONS, 2e LEAD)

MONTREAL _ Une encyclopédie virtuelle dédiée aux professionnels de la santé et aux parents d'enfants de zéro à cinq ans visant à rendre plus accessibles les connaissances sur le développement de l'enfant à été lancée, mardi, à Montréal. 315 mots (14 h 35) ENFANTS−ENCYCLOPEDIE, LEAD

SAINT−JEAN, T.−N−.L. _ Elections générales à Terre−Neuve−et−Labrador. (Avec photos) (Les bureaux de scrutin ferment à 18 h 30, HNE)

TORONTO _ Dernier jour de campagne électorale en Ontario. (Avec photos, trois graphiques)

MONTREAL _ Il n'y a pas de différence marquée entre l'attitude des Montréalais et celle des citoyens en région face aux accommodements raisonnables, selon un sondage SOM−La Presse−Le Soleil. 265 mots (10 h 30) ACCOMMODEMENTS−GENERATIONS

QUEBEC _ La coroner Andrée Kronstrvm estime que les chances de survie de Dominique Bard auraient été grandement améliorées si son avertisseur de fumée avait été relié à une centrale. 275 mots (11 h 10) CORONER−AVERTISSEURS

MONTREAL _ Le Conseil québécois du nautisme a fait état mardi d'une amélioration quant au nombre de noyades reliés à la plaisance cette année. 175 mots (11 h 05) NOYADES−BILAN

Economie

BERLIN _ La crise hypothécaire américaine contraindra le FMI à revoir à la baisse ses prévisions de croissance en 2008 pour toutes les grandes économies de la planète lors de la publication de ses prochaines "Perspectives de l'économie mondiale". 360 mots (14 h 40) (Avec graphique) FMI−CANADA, LEAD, BGT

MONTREAL _ D'ici 2010, le gouvernement du Québec investira 82 millions $, dont 29 millions $ d'argent frais, dans l'industrie de la mode et du vêtement. Par Sylvain Larocque (MODE−VETEMENT, LEAD)

DENVER _ Molson Coors et SABMiller vont combiner les activités américaines et portoricaines de leurs divisions respectives, Miller et Coors, au sein d'une nouvelle coentreprise qui portera le nom de MillerCoors. 470 mots (12 h 05) MOLSON−COORS−SABMILLER

MONTREAL _ Groupe Pages Jaunes a annoncé mardi la signature d'une nouvelle entente stratégique avec Google. 270 mots (10 h 35) PAGES−JAUNES−GOOGLE

LONDRES _ Rio Tinto a reçu l'accord du Comité australien chargé de la revue des investissements étrangers pour son projet d'acquisition de la multinationale québécoise Alcan par une de ses filiales. (ALCAN−RIO−TINTO, LEAD)

VANCOUVER _ La société américaine Newmont Mining entend acquérir Miramar Mining, de Vancouver, propriétaire du projet Hope Bay, au Nunavut. (NEWMONT−MIRAMAR, LEAD)

MONTREAL _ Le nombre de mises en chantier dans le secteur résidentiel au Québec dans les centres urbains de 10 000 habitants et plus a bondi de 86 pour cent en septembre dernier par rapport à septembre 2006, selon la SCHL. 500 mots (15 h 20) (Avec graphique) MISES−EN−CHANTIER, LEAD

CALGARY _ Canadian Natural Resources s'oppose à son tour à une augmentation des redevances versées au gouvernement de l'Alberta. (ALBERTA−CNR)

MONTREAL _ L'équipementier GLV a indiqué, mardi, avoir obtenu ces "dernières semaines" plus de 25 millions $ de contrats de services des eaux, grâce entre autres à une forte demande aux Etats−Unis. 270 mots (13 h 40) GLV−CONTRATS

TORONTO _ La firme Seitel prolonge jusqu'au 19 octobre son offre d'achat de 180 millions $ pour Pulse Data et prévient que son actionnaire majoritaire vendra une participation de 13,5 pour cent dans Pulse Data si la transaction échoue. (SEITEL−PULSE−DATA)

MONTREAL _ Les propriétaires de PME au Canada pensent que la croissance économique et la protection de l'environnement peuvent aller de pair, mais ils demandent au gouvernement de mieux les informer et d'alléger la

OTTAWA _ Conférence de presse (15 h 45) du chef du PLC, Stéphane Dion. (Avec photos)

OTTAWA _ Le plus récent sondage sur les intentions de vote des Canadiens n'a rien pour remonter le moral de Stéphane Dion. (SONDAGE−PLC−PC, LEAD)

OTTAWA _ L'abolition du Programme de contestation judiciaire fera reculer les droits des minorités linguistiques, estime le Commissaire aux langues réglementation pour les aider à faire leur part, révèle un

nouveau sondage publié par la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante. 645 mots (12 h 55) FCEI−ENVIRONNEMENT

SHERBROOKE _ Le cours du titre de Shermag a bondi de 30 pour cent, mardi à Toronto, lors de la première journée de transactions depuis que l'investisseur militant George Armoyan a été nommé à son conseil d'administration. 245 mots (15 h 05) SHERMAG−TITRE

LONDRES _ La banque Northern Rock a annoncé mardi que le Trésor britannique avait accepté d'étendre les garanties accordées au groupe aux nouveaux dépôts faits par les clients après le 19 septembre, entraînant un bond de l'action. 230 mots (9 h 10) GB−NORTHERN−ROCK

MOSCOU _ Le groupe gazier russe Gazprom a annoncé mardi la conclusion d'un accord avec l'Ukraine sur la dette gazière de ce pays, estimée à 1,3 milliard $ US. 345 mots (15 h 20) GAZPROM, LEAD

Culture

MONTREAL _ Nathalie Simard devient la preuve vivante qu'on peut se sortir des pires cauchemars et rechoisir la vie. TVA diffuse le lancement de son nouvel album, ce dimanche, 21 h 30. 1095 mots (10 h 45) Par Danièle L. Gauthier − CHRONIQUE−TELEVISION

LOS ANGELES _ Première fin de semaine en salles décevante pour le nouveau film des frères Farrelly, "Le Brise−coeur", qui n'a récolté que 14 millions $ US de recettes, prenant la deuxième place aux guichets nord−américains. 440 mots (13 h 30) (Avec graphique) CINEMA−RECETTES

GRANBY _ Michael Rancourt s'apprête à présenter un nouveau spectacle intitulé "20 ans, drôle et intime". 700 mots (11 h 10) MICHAEL−RANCOURT

QUEBEC _ Samuel de Champlain s'apprête à faire un énième voyage entre la France et la Nouvelle−France, cette fois en bande dessinée. 450 mots (11 h 10) (Qbc−Exclu) CHAMPLAIN−ALBUM

MONTREAL _ Les billets pour le concert montréalais de Stevie Wonder seront finalement mis en vente samedi, moins de deux semaines avant l'événement. 200 mots (10 h 35) WONDER−BILLETS

A l'étranger

RANGOON _ L'opposition birmane dirigée par Aung San Suu Kyi a exprimé mardi sa volonté de dialogue avec la junte, mais a appelé le régime de Rangoon à ne pas fixer de conditions préalables à l'ouverture de négociations. 495 mots (13 h 20) BIRMANIE−SITUATION

MADRID _ Une bombe a explosé mardi sous une voiture à Bilbao, au Pays basque espagnol, blessant grièvement le garde du corps d'un conseiller municipal socialiste, et plus légèrement deux passants. (Avec photos) ESPAGNE−ATTENTAT

BAGDAD _ Au moins 44 personnes ont été tuées mardi en Irak dans une série d'attentats à la voiture piégée perpétrés par des kamikazes, selon le dernier bilan des autorités. (Avec photos) (IRAK−VIOLENCES)

BASE HAWKS, Irak _ Les dernières bavures des troupes américaines en Irak illustrent la difficulté des GIs à reconnaître l'ennemi au moment où de plus en plus de citoyens irakiens, et d'anciens insurgés, prennent les armes pour se protéger des extrémistes. 800 mots (11 h 45) (Avec photos BAG106, AMMA102) IRAK−USA−BAVURES

MIRAN SHAH, Pakistan _ L'aviation pakistanaise a bombardé mardi un marché de village près de la frontière

afghane, tuant plus d'une cinquantaine de militants présumés et de civils. (Avec photos BNU101−102, MRN101−103) (PAKISTAN−AFFRONTEMENTS)

STOCKHOLM _ Le prix Nobel de physique 2007 a été attribué conjointement mardi au Français Albert Fert et à l'Allemand Peter Grunberg pour leur découverte du "phénomène de la magnétorésistance géante", qui a permis de réduire la taille des disques durs dans les ordinateurs et les appareils numériques. 730 mots (11 h 35) (Avec photos, graphique) NOBEL−PHYSIQUE−SYNTHESE

Avec:

_ les prix Nobel de physique depuis 1975.

CARACAS _ Décidément sur tous les fronts, le président Hugo Chavez vient de se lancer dans une campagne de moralité au Venezuela, en promettant de s'attaquer au vice sous toutes ses formes, à commencer par l'alcool, le tabac et les produits de luxe. 690 mots (9 h 40) (Avec photos) VENEZUELA−CHAVEZ

MOSCOU _ Le "tueur à l'échiquier" demande à être jugé pour l'intégralité de la série de 63 meurtres qu'il revendique. 395 mots (12 h) RUSSIE−JUSTICE

Documentaire

SAN JOSE _ Ils ont causé des pannes de missiles, de satellites de communication ou l'arrêt de centrales nucléaires: les "tin whiskers", des filaments qui se forment sur l'étain utilisé dans l'électronique, sont une véritable nuisance. 770 mots (14 h à l'Inter) (Avec photos FX104−106) ELECTRONIQUE−FILAMENTS

Infographie

1− Cours de la bourse. 1 col.

2− Cours du dollar. 1 col.

3− Box−office. 3 col.

4− Mises en chantier en septembre. 1 col.

5− Leaders des trois principaux partis ontariens. 3 fois 1 col.

6− Elections précédentes en Ontario. 1 col.

7− Prévisions révisées du FMI. 1 col.

8− Prix Nobel de physique. 1 col.

N.B. Les abonnés au service GraphicsNet peuvent retrouver les graphiques de La Presse Canadienne sur le site www.cpimages.ca. Il suffit de taper le nom d'utilisateur et le mot de passe habituellement utilisés pour accéder au site d'archives photos. En cas de problèmes, vous pouvez joindre le service photos au 416−507−2169.

Au pupitre jusqu'à 18h:

Mario Gilbert

Courriel: sfpupitrecp.org

Tél.: 514−985−7229

FM111